



"Au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs"

**Rapport d'activité 2005
et
Programme de travail 2006**

**Approuvé par le Conseil d'administration
du 28 Février 2006**

Directeur de l'IRES

Jacky FAYOLLE,
Administrateur de l'INSEE

Directeurs adjoints

Roger BACON, *Administration*
Christian DUFOUR, *Recherche*
Benoît ROBIN, *Documentation*

Equipe de recherche

Pierre CONCIALDI
Yannick FONDEUR
Solveig GRIMAULT
Adelheid HEGE
Michel HUSSON
Annie JOLIVET
Odile JOIN-LAMBERT
Florence LEFRESNE
Yves LOCHARD
Antoine MATH
Christèle MEILLAND
François MICHON
Jean Marie PERNOT
Marie RAVEYRE
Udo REHFELDT
Catherine SAUVIAT
Carole TUCHSZIRER
Pascal UGHETTO
Mouna VIPREY
Catherine VINCENT
Pierre VOLOVITCH
Philippe ZARIFIAN

Documentation

Dominique GUIBERT
Sandrine LARROCHE

Administration

Anne-Marie AUDIC
Lyubica CURICH
Monique JACQUIN
Marilyne NOYELLE

Informatique

Van Quang N'GUYEN

Bureau

Présidente : Pierrette CROSEMARIE, *CGT*
Robert ANDRÉ, *UNSA-Education*
Jacky CHORIN, *CGT-FO*
Bernard IBAL, *CFTC*
Jean-Claude LAUTIER, *CFE-CGC*
Jean-Pierre MOUSSY, *CFDT*

Conseil d'administration de l'IRES

Neuf syndicalistes

Robert ANDRÉ, *UNSA-Education*
Jacky CHORIN, *CGT-FO*
Pierrette CROSEMARIE, *CGT*
Bernard IBAL, *CFTC*
Jean-Claude LAUTIER, *CFE-CGC*
Jean-Pierre MOUSSY, *CFDT*
Jean LEFEVRE, *CGT-FO*
Nasser MANSOURI-GUILANI, *CGT*
Jean-Christophe TOUTLEMONDE, *CFDT*

Neuf personnalités scientifiques

Jeanine COHEN,
Chargée de recherche au CNRS
Gilles FERREOL,
Professeur à l'université de Poitiers
José EZRATTY,
Commissariat à l'Energie Atomique
Patrick FRIDENSON,
Directeur d'études à l'EHESS
Yves LICHTENBERGER,
Président de l'Université de Marne-la-Vallée
Angel PINO,
*Professeur à l'Université Michel de Montaigne,
Bordeaux III*
Robert SALAIS,
I.D.H.E. Ecole Normale Supérieure de Cachan
Jean-Marc SIROËN,
Professeur à l'Université Paris IX – Dauphine
N.N.

Quatre représentants du Premier Ministre

Sophie BOISSARD, *Commissaire au Plan*
Anne-Marie BROCAS, *Secrétaire générale du
conseil d'orientation des retraites*
Stéfan LOLLIVIER, *Directeur des statistiques
démographiques et sociales – INSEE*
Antoine MAGNIER, *Directeur de la DARES*

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
GROUPES DE TRAVAIL	6
<i>Groupe Relations professionnelles</i>	6
<i>Groupe Emploi</i>	16
<i>Groupe Travail</i>	30
<i>Groupe Revenu salarial</i>	40
ACTIVITES ET PROJETS TRANSVERSAUX	53
<i>Projet Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politique industrielle</i>	54
<i>Projet Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale</i>	59
<i>Actualité internationale des problèmes du travail</i>	62
<i>Centre de documentation</i>	71
ANNEXE : Conventions de recherche achevées ou en cours en 2005	74

INTRODUCTION

En 2005, l'IRES a engagé la réalisation du programme scientifique à moyen terme 2005-2009 que son Conseil d'administration a adopté en Février 2005 sur la base du travail de réflexion collectif des syndicalistes et des chercheurs participant à la vie de l'institut. Ce programme est organisé autour d'un enjeu transversal aux différents groupes et projets de l'institut : le devenir du monde salarial et de sa cohésion au sein d'une économie et d'une société confrontées à des transformations structurelles. Les projets énoncés par le programme à moyen terme sont certes inégalement engagés et avancés, mais la ligne directrice est bien assumée et fédère les énergies de l'institut.

En 2005, l'IRES s'est livré à un effort intensifié de valorisation publique de ses activités. L'institut a inauguré une formule de débat public autour de certaines de ses publications, bien choisies : les *Entretiens de l'IRES*, qui se sont tenus en février et octobre, sous forme d'une matinée de débat, dans l'hémicycle du Conseil Economique et Social, avec l'appui de ce dernier. En février, le support de la rencontre fut le numéro spécial de la *Chronique Internationale de l'IRES* sur la réforme des systèmes de santé et d'assurance maladie dans une dizaine de pays ; en octobre, il s'est agi du numéro spécial de *La Revue de l'IRES* sur les restructurations qui a conclu le séminaire mené depuis deux ans sur ce thème. Dans les deux cas, les *Entretiens* ont réuni plus d'une centaine de personnes. En matière de valorisation publique, il faut noter, au-delà des publications régulières de l'institut, plusieurs ouvrages publiés à titre individuel ou collectif par les chercheurs de l'IRES. D'autres sont à venir.

Le groupe *Relations Professionnelles* a poursuivi et développé un ensemble de projets dont le coeur est constitué des enjeux de représentation des salariés, face à des évolutions qui créent de fortes différenciations au sein du salariat : le rapport des salariés précaires à la représentation syndicale (thème sur lequel s'est centré le numéro spécial de la *Chronique Internationale* paru fin 2005) ; les enjeux de la représentation des salariés dans les entreprises d'échelle européenne ; ceux propres au secteur public, qui interfèrent avec le thème récurrent de la "réforme de l'Etat" ; la meilleure connaissance des acteurs syndicaux et paritaires dans les établissements et les territoires.

Le groupe *Emploi* a publié un ouvrage collectif aux éditions La Découverte qui marque une étape dans la maturation de sa réflexion collective. L'écriture de cet ouvrage, *Les mutations de l'emploi en France*, a fédéré les compétences spécialisées des membres du groupe pour montrer comment la transformation des normes globales régissant le marché du travail est passée, depuis vingt ans, par les vecteurs que constituent différentes populations qui se chevauchent (femmes,

jeunes, seniors, salariés issus de l'immigration). Les travaux nouvellement engagés entendent développer cet acquis en différentes directions : une meilleure compréhension des différences de performance d'emploi et de vulnérabilité à la mondialisation entre pays européens ; une systématisation des analyses effectuées sur les discriminations affectant le fonctionnement du marché du travail ; la poursuite et l'approfondissement de l'analyse des voies empruntées par la transformation des normes d'emploi (comme le recrutement par Internet ou l'impact des nouveaux contrats d'embauche).

Le groupe *Travail*, dont la composition a sensiblement évolué, poursuit un ensemble d'analyses concernant les interactions entre le rapport à l'utilisateur et au client, les compétences et les identités professionnelles, les conditions de travail et d'exercice de l'activité. Une chercheuse récemment embauchée engage, à partir d'une sollicitation d'origine syndicale, une recherche qui vise à confronter les différents discours syndicaux et académiques portant sur "la sécurité sociale professionnelle", "l'état professionnel des personnes" ou encore les "transitions professionnelles". Le débat français sera mis en relation avec le débat européen sur la "flex-sécurité". L'engagement de ce travail a évidemment vocation à fédérer un ensemble de réflexions menées au sein des différents groupes de l'institut sur des thèmes spécifiques, comme les reclassements, la formation et la VAE, l'indemnisation du chômage. Enfin, grâce à l'investissement d'une chercheuse du groupe *Travail*, l'IRES est pleinement associé à la dimension scientifique du centenaire du ministère du Travail.

Le groupe *Revenu salarial* développe un ensemble de travaux sur la protection et les politiques sociales, ainsi que sur les dimensions sociales de politiques spécifiques (comme les politiques migratoires). Un effort géographiquement élargi est mené en matière de comparaison internationale dans ces domaines, afin de mieux comprendre le devenir de la protection sociale dans le contexte d'une économie mondiale en profonde mutation. Des membres du groupe sont activement investis dans les débats en cours sur la mesure et l'évaluation des inégalités sociales et salariales, notamment au sein du Conseil National de l'Information Statistique. Le travail réalisé, dans le cadre d'une convention avec le Commissariat Général du Plan, *Dynamiques et négociations salariales comparées en Europe*, en collaboration avec des membres d'autres groupes, permet d'engager le projet transversal affiché dans le programme à moyen terme et intitulé *Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale*. Le développement de ce projet sera renforcé en 2006.

Le projet transversal *Stratégies et gouvernance des entreprises, Restructurations et Politiques Industrielles* a connu des développements actifs dès l'année 2005. Le séminaire *Restructurations*, qui a mobilisé pendant deux ans un grand nombre de syndicalistes, chercheurs et praticiens, s'est heureusement conclu par la publication d'un numéro spécial de *La Revue de l'IRES* et par la tenue d'une séance des *Entretiens*. Des opérations de recherche

ont embrayé sur le séminaire, dans le cadre de conventions avec des administrations portant sur les cellules de reclassement et sur l'anticipation des restructurations. Enfin, c'est prioritairement au travers du thème des restructurations que l'IRES est associé au Projet Intégré CAPRIGHT (*Ressources, droits, capacités : à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe*) qui regroupe plus d'une vingtaine de laboratoires européens et qui vient d'être sélectionné par la Commission européenne au titre du sixième programme-cadre de recherche-développement communautaire.

Depuis de nombreuses années, la conduite d'opérations de recherche de nature contractuelle, qui font l'objet de conventions avec les organismes commanditaires, participe structurellement à l'équilibre de la gestion scientifique et budgétaire de l'IRES. L'institut répond à des appels d'offre dont l'objet entre dans le champ de sa compétence et de son programme scientifique. La liste annexée des conventions achevées ou en cours en 2005 en témoigne. Le montant unitaire de ces conventions tend cependant à se réduire, sous la pression des contraintes budgétaires qui s'imposent aux commanditaires eux-mêmes, souvent de nature publique. Cela oblige l'IRES et ses chercheurs conjointement à l'énergie et au discernement dans l'identification d'opérations contractuelles pertinentes sur le double plan scientifique et financier. A cet égard, il est satisfaisant que l'IRES soit en cours de reconduction, dans le cadre d'un consortium avec l'ANACT et pour une durée de quatre ans, comme centre national correspondant de la Fondation Européenne de Dublin pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail. Les synergies recherchées par la Fondation entre les trois observatoires des relations industrielles, des restructurations et des conditions de travail exigeront cependant une sensible réorganisation et amplification du travail correspondant.

GROUPE « RELATIONS PROFESSIONNELLES »

Christian DUFOUR, Adelheid HEGE, Udo REHFELDT, Catherine VINCENT

Le groupe « Relations professionnelles » poursuit son travail d'investigation sur une série de terrains français et internationaux. Plusieurs chantiers se sont terminés au cours de 2005. La problématique du programme de travail quinquennal – la place des relations professionnelles et des négociations collectives dans la production des règles qui gouvernent la cohésion sociale dans son ensemble – a été prise en charge à travers plusieurs questions mises à l'étude.

1. Action collective, transformation et différenciation des statuts du travail et légitimation des acteurs

a. Un essai de recensement et d'analyse des délégués syndicaux de la CFDT et de la CGT

Christian DUFOUR et Adelheid HEGE

Nous avons entrepris au cours des années 2003 et 2004 un travail d'investigation sur les délégués syndicaux, en commun avec les confédérations CFDT et CGT et avec l'aide de la DARES. Il s'agissait d'envisager un travail de recensement et de questionnement des DS de ces deux organisations. Un questionnaire a été construit, qui prenait en compte les demandes des deux organisations et, sur cette base, des tests ont été menés. Ils devaient à la fois permettre d'évaluer le questionnaire et de vérifier la capacité de remontée de ces questionnaires administrés par la voie syndicale. Plusieurs départements et branches d'activités ont été retenus pour ce faire.

Le test a montré que le questionnaire fonctionnait bien et que malgré son ampleur il ne rebutait pas les enquêtés, manifestement intéressés par une démarche s'intéressant à leurs activités.

Par contre, la qualité de la remontée n'a pas été jugée suffisante par la DARES pour qu'elle accepte de passer à une phase exhaustive que le test laissait préjuger peu satisfaisante. L'enquête s'est donc arrêtée sur ce constat. Les chercheurs de l'IRES ont cependant proposé dans leur rapport final de ne pas s'en tenir là.

« Si la voie d'investigation initialement envisagée – procéder à un recensement exhaustif des DS lui-même à la base d'une enquête sociologique représentative – ne

semble guère praticable dans l'immédiat, d'autres approches méritent d'être étudiées. Il faut les penser en termes de processus de moyen/long terme plus que d'opération ponctuelle. Une étape intermédiaire pourrait consister dans une enquête qualitative auprès d'un échantillon de DS constitué sur la base d'un fichier de type REPONSE ou SIE, avec la participation des organisations syndicales (au-delà des confédérations déjà engagées dans le projet test) ; les résultats de la phase test pourraient être utilisés pour la constitution de cet échantillon et le questionnaire servir de guide d'entretien. La réflexion sur les méthodes de recensement de la population DS pourrait ensuite être reprise sur la base des enseignements méthodologiques et qualitatifs recueillis.

Malgré ses imperfections, le projet test confirme l'intérêt d'une enquête spécifiquement dédiée aux DS. D'autres enquêtes sur les relations professionnelles, aux objectifs plus multiformes, ne semblent pas suffisantes pour combler la lacune. »¹

Le travail effectué montre en effet qu'il est urgent de porter un regard approfondi sur cette population clé dans le fonctionnement des relations professionnelles en France. Aucun outil ne permet aujourd'hui de disposer sur son compte d'une appréciation correcte. Il s'agit, plus que d'un vide statistique, d'une béance dans le fonctionnement du système de relations professionnelles.

b. La resyndicalisation des comités d'entreprise

Christian DUFOUR et Adelheid HEGE

Sur la base de travaux statistiques et d'enquêtes monographiques, il a été procédé à une investigation sur le thème dit de la « resyndicalisation des comités d'entreprise », dans le cadre d'une convention avec la DARES. Sous cette désignation, on évoque le progrès de la part des voix recueillies par les listes syndicales dans les élections aux comités d'entreprise depuis le début des années 1990, au détriment des listes non-syndiquées.

L'investigation statistique sur les résultats électoraux des années 1998 à 2001 montre qu'en fait il ne faut pas prendre le taux de voix recueillies par les listes syndiquées comme une donnée résumant correctement l'ensemble des enseignements délivrés par les modifications de comportements électoraux des salariés. D'un côté les pertes de voix des listes non-syndiquées sont beaucoup plus importantes que les gains de voix des listes syndiquées ; d'un autre côté, la participation aux élections continue de baisser, et ce prioritairement dans les établissements avec des listes syndiquées. Au total, si les listes syndiquées progressent en taux de voix exprimées, c'est plus par défaillance des listes non-syndiquées que par accroissement de performances des listes syndiquées. La perte d'audience des listes non syndiquées pourrait simplement signifier une perte de rôle de l'institution, confirmée par l'augmentation de l'abstention dans

¹ Hege Adelheid et Christian Dufour : « *Connaissance des délégués syndicaux, bilan d'une recherche IRES-DARES-CFDT-CGT* », rapport à la DARES, avril 2005.

les établissements avec listes syndiquées. Le gain relatif de ces dernières ne serait qu'un signe trompeur d'une évolution plus profonde et plus négative qu'il ne semble.

L'investigation qualitative accompagne cette hypothèse tirée de l'analyse statistique. Le plus frappant n'est pas que certaines listes non-syndiquées se rapprochent des organisations syndicales, mais plutôt que nombre d'élus issus de listes syndicales aient peu de contacts avec leurs organisations de référence. Cela est vrai des « néo-syndiqués », c'est-à-dire des élus plus récemment couverts par des étiquettes syndicales, qui semblent plus demandeurs de contacts épisodiques et fonctionnels avec les organisations dont ils utilisent le sigle. Cela est vrai aussi des élus très anciennement syndiqués, qui ne semblent plus avoir besoin de demander à leurs organisations de les soutenir dans leurs actions quotidiennes, ce qui pose de très sérieuses questions sur le maintien de la liaison avec les organisations dans les temps à venir, sous l'effet de transferts générationnels. Il semble que cette évolution générationnelle emporte avec elle une transformation fondamentale des liens entre élus de CE et organisations syndicales.

C'est en tout cas une hypothèse qui mériterait d'être testée plus avant, surtout si on la réfère aux résultats du travail mené sur les DS.

c. Prospective des règles de la négociation sociale

Udo REHFELDT

Udo Rehfeldt a participé au groupe de projet THOMAS sur la « prospective des règles de la négociation sociale », mis en place par le Commissariat Général du Plan dans le cadre de sa mission de prospective de l'Etat stratège. Ce groupe, composé d'experts de relations professionnelles et animé par Laurent Duclos, a publié un certain nombre de résultats intermédiaires sous diverses formes : *Quatre pages, Notes Thomas, Cahiers du Plan*. Un rapport final est en préparation.

d. Salariés précaires et action collective (chantier 2005-2007)

Christian DUFOUR, Adelheid HEGE, avec Jean-Marie PERNOT (Groupe Revenu Salarial)

Le thème de la transformation du salariat et des relations internes fait partie du programme de travail quinquennal 2005-2009 de l'IRES. Pour le groupe relations professionnelles, cela signifie l'ouverture de travaux de nature variée.

▪ *Numéro spécial de la Chronique internationale "Syndicalismes et précarités"*

D'une part, cela s'est traduit par l'élaboration d'un numéro spécial de la *Chronique internationale* sur le thème des précarités et des syndicalismes. La tenue des Entretiens de l'IRES en mars 2006 doit permettre de donner à cette thématique une audience plus large et de mener un débat public à ce propos.

▪ *Action collective et statuts précaires*

Au sein d'un appel d'offres de la DARES, l'IRES a pu faire accepter un projet d'enquête portant sur le thème de l'action collective et des statuts précaires. Ce projet implique des chercheurs extérieurs à l'IRES (Jean-Michel Denis, Université de Marne la Vallée, Sophie Bérour, IEP Lyon). Il s'ouvre sur cinq chantiers d'enquête (métallurgie de Midi-Pyrénées, chantiers navals de Saint-Nazaire, nettoyage industriel parisien, centre commercial de la Part-Dieu à Lyon, commerce de détail en Belgique). Il s'agit de percevoir dans quelles conditions les salariés à statuts précaires (sous-traitance, interim...) sont susceptibles de se rattacher ou de se distancier des formes acquises de l'action collective ou d'en créer qui leur soient propres. Le travail de terrain sur des lieux diversifiés vise à permettre un accès à des situations par nature très variées.

Le travail a pu commencer à la fin de l'année 2005. Il devrait trouver ses conclusions au début de l'année 2007.

2. Les relations professionnelles dans le secteur public

Formes de syndicalisme et formes de représentation dans la fonction publique

Udo REHFELDT, Catherine VINCENT avec Michèle TALLARD (IRIS-TS)

Une étape importante du programme de recherche consacré à l'étude des formes de représentation des salariés dans le secteur public s'est achevée à l'automne 2005 avec la remise du travail réalisé dans le cadre du programme « relations professionnelles » du Commissariat général du Plan. L'objectif de cette recherche était d'analyser les spécificités des relations professionnelles dans la fonction publique à la fois pour comprendre la structuration syndicale dans ce secteur, les liens entretenus par les syndicats avec les personnels et la reconfiguration de l'acteur syndical face à la réforme de l'Etat.

Depuis les années 1980, on assiste à un double mouvement de transformation des relations professionnelles dans la fonction publique. D'une part, l'émergence de nouvelles formes de dialogue social : introduction de la négociation collective dans un univers statutaire et généralisation de la décentralisation des instances paritaires consultatives. D'autre part, parallèlement au mouvement général de rapprochement des lieux de décision des individus et d'individualisation des relations de travail, la fonction publique expérimente de nouvelles modalités de gestion des ressources humaines issues du management de l'entreprise, en particulier des dispositifs d'évaluation et de notation basés sur la contractualisation d'objectifs personnalisés. Comment le mode de régulation des relations professionnelles propre à la fonction publique, assis sur des valeurs, un statut collectif et des instances spécifiques qui fondent la légitimité des acteurs, s'adapte-t-il aux stratégies de modernisation de l'Etat, qualifiées par

certains de passage d'une expertise juridique à une expertise managériale ? Quelle est l'élasticité du statut face à l'importation, dans un secteur public fondé sur le référentiel des valeurs d'équité liées au service public, de modes de régulation et de gestion issus du secteur privé et fondés sur un référentiel privilégiant l'efficacité et la performance ? C'est à ces questions que nous avons tenté de répondre au fil de la recherche en analysant les modes d'élaboration et les compromis au cœur de l'administration et dans des configurations nationales différentes – au ministère des Finances en France et en Italie – et dans une fonction publique plus récente et particulière, du fait de la gestion décentralisée de son personnel, comme la fonction publique hospitalière. Trois principales conclusions tenant aux modes de déstabilisation des compromis antérieurs et aux formes de re-régulation en cours d'élaboration ont été dégagées.

La première fait référence aux liens entre intérêt général et intérêt corporatif incarnés notamment dans les syndicats et aux formes d'ébranlement de ce lien par les nouvelles politiques de gestion de la main-d'œuvre. Les ressources institutionnelles mises en place dans le cadre du modèle public de relations professionnelles ne suffisent pas à expliquer la capacité de représentation et d'action acquise par les organisations syndicales de fonctionnaires. La nature de la relation des représentants avec leurs mandants, qui sert de fondement à leur capacité représentative, s'est construite autour d'une représentation commune aux agents des missions de service public, de la défense des statuts et de la défense des conditions de réalisation de ces missions dans le travail. Concrètement, la relation de confiance s'est construite dans les CAP au travers desquels les syndicats exercent un contrôle sur la gestion collective de la main-d'œuvre. D'où leur capacité à faire conflit pour bloquer toute remise en cause des acquis. C'est cette configuration particulière du lien syndicat-salarié que viennent ébranler tant les réformes de restructuration des services que le déploiement des dispositifs d'évaluation et de notation (ministère des Finances français et italien) ou des démarches métiers-compétences fondées sur une logique transversale qui bouscule les identités de métier (hôpital). Dans ce contexte, les organisations syndicales sont partagées entre des visions de défense corporatives ou de revalorisation des emplois qui pourraient s'appuyer sur ces nouveaux outils de GPEC.

La deuxième conclusion conduit à s'interroger sur les contours de la fonction employeur qui semble diluée entre les syndicats, qui exercent un contrôle sur les critères collectifs de gestion des carrières individuelles des agents au travers des CAP, et la ligne hiérarchique. Notre enquête donne à voir la diversité des configurations possibles et de leurs évolutions. L'enjeu, qui conditionne la possibilité de réformer les missions de service public, serait de faire émerger, au sein de la hiérarchie administrative intermédiaire déjà difficilement convertie à la culture du management, la figure du négociateur pour laquelle elle n'apparaît pas outillée.

La dernière conclusion tente de cerner avec plus de précision les formes d'hybridation entre les systèmes public et privé de relations professionnelles. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une véritable hybridation mais plutôt d'une incorporation d'éléments du privé dans le modèle public sans en transformer radicalement l'économie. Le travail effectué fournit quelques réponses sur les modes d'adaptation du modèle traditionnel de régulation du secteur public à ces mutations. La comparaison du ministère des Finances et de l'hôpital confirme que l'efficacité des stratégies de modernisation réside dans leurs capacités à se contextualiser en jouant habilement des opportunités techniques et en respectant les valeurs et les représentations collectives des agents concernés. Les formes classiques de négociation jouent un rôle non négligeable dans ces transformations (Charte du dialogue social au ministère des Finances, instances paritaires de collecte d'information proches de celles des branches professionnelles du secteur privé à l'hôpital).

3. Des comités d'entreprise européens à la société européenne

a. Les comités d'entreprise européens

Udo REHFELDT avec Isabel da COSTA (Centre d'Etudes de l'Emploi)

Udo Rehfeldt a terminé un projet de recherche en collaboration avec Isabel da Costa (Centre d'Etudes de l'Emploi) intitulé « *Syndicats et firmes américaines dans l'espace social européen : des comités d'entreprise aux conseils mondiaux ?* ». Ce projet, qui a reçu un financement du Commissariat Général du Plan, a analysé l'action des comités d'entreprise européens mis en place par des filiales de firmes d'automobile américaines en Europe, notamment face aux restructurations industrielles. Il a évalué deux des tendances les plus avancées dans ce domaine. La première concerne l'évolution du rôle des comités européens d'un simple exercice du droit d'information et de consultation vers la négociation d'accords de sauvegarde de sites. La deuxième tendance est celle qui pousse à élargir le périmètre de représentation des salariés au-delà des frontières de l'espace économique européen, en créant des comités mondiaux. Derrière ces tendances se profile la renaissance d'une stratégie syndicale élaborée dans les années 1960 qui avait abouti à la création d'une première forme de « conseils mondiaux » en vue d'une négociation collective au niveau de la firme multinationale. L'enquête de terrain a été conduite à travers des entretiens avec des représentants des comités européens et des directions européennes de deux groupes américains, Ford et General Motors, ainsi qu'avec des représentants des salariés dans les filiales dans cinq pays européens : Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Italie et Portugal. Elle a été complétée par des entretiens avec des représentants des comités mondiaux de Daimler-Chrysler et de Volkswagen, avec des responsables syndicaux de l'automobile aux Etats-Unis et en Europe, ainsi qu'au niveau des fédérations européennes et internationales (FEM à Bruxelles et FIOM à Genève).

b. La représentation des salariés aux conseils d'administration / de surveillance

Udo REHFELDT

Udo Rehfeldt participe à un réseau d'experts européens sur le thème « Le rôle des représentants des salariés aux conseils d'administration / de surveillance des entreprises de l'Union européenne : un projet transnational d'échange d'information et d'étude ». Ce projet est coordonné par Kevin O'Kelly (Université de Limerick/Irlande) et financé par la Commission européenne. Il réunit des experts de sept pays membres de l'UE (Allemagne, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Pays-Bas) et de deux nouveaux adhérents (Hongrie, Malte). Les experts élaborent des rapports nationaux et organisent des séminaires nationaux et transnationaux. Les séminaires nationaux font le point sur la question dans chacun des pays et réunissent des représentants des salariés et des responsables des organisations syndicales. Une enquête par questionnaire a été menée auprès des représentants des salariés dans les conseils d'administration/surveillance dans chaque pays participant. Le projet a une durée de trois ans (2004-2006) et aboutira à l'organisation d'un colloque final.

c. La participation des salariés dans la société européenne

Udo REHFELDT

Udo Rehfeldt participe à un réseau européen appelé « SEEurope » qui porte sur « L'influence de la directive européenne sur la participation des salariés dans les futures sociétés européennes (SE) sur les pratiques de la participation et de la gestion des entreprises ». Ce projet est coordonné par Norbert Kluge (Institut Syndical Européen de Bruxelles) et financé par la Fondation Hans-Böckler. Il est composé d'une vingtaine d'experts européens qui organiseront un système permanent d'échanges d'informations sur les transpositions nationales de la directive et sur les attitudes des entreprises et des organisations syndicales. Le travail du réseau se terminera en 2006. Des documents synthétiques sont accessibles sur le site web du groupe : www.seeurope-network.org. Le travail doit se poursuivre, avec un soutien de l'Institut syndical européen, en deux directions : la mise en place d'un site web sur la participation des salariés en Europe et le suivi des négociations en vue de l'instauration de la participation dans les sociétés européennes en formation.

4. Acteurs sociaux, Etat, paritarisme

a. Les acteurs du paritarisme au niveau territorial

Catherine VINCENT, Udo REHFELDT, avec Pierre VOLOVITCH (Groupe Revenu Salarial)

Des milliers de représentants syndicaux sont mandatés pour siéger dans les instances de sécurité sociale, de l'assurance chômage, de la formation professionnelle. L'objectif de la recherche, retenue comme réponse à un appel d'offres de la DREES/Mire, est de connaître les caractéristiques de cette

population de salariés (à l'image du travail réalisé sur les élus aux comités d'entreprise), d'analyser la nature de leurs activités, de comprendre leurs rapports avec les structures interprofessionnelles locales qui les mandatent et avec les représentants siégeant dans les instances nationales des institutions. Cette enquête est réalisée avec le soutien des confédérations syndicales dans le cadre d'un comité de pilotage dont la première réunion se tiendra en janvier 2006.

b. Les relations Etat-acteurs sociaux dans les transformations de la relation salariale en France et en Allemagne dans les années 1960 et 1970

Catherine VINCENT, Recherche coordonnée par Michèle TALLARD (IRIS-TS)

Cette recherche est réalisée dans le cadre du programme lancé à l'occasion du centenaire du ministère du Travail et financé conjointement par le Comité d'Histoire des Administrations du Travail et la DARES.

La France et l'Allemagne sont traditionnellement considérées comme présentant deux modèles contrastés en ce qui concerne le rôle de l'État dans les relations collectives de travail. A l'interventionnisme étatique hexagonal s'opposerait l'autonomie tarifaire d'outre-Rhin. La recherche se propose d'interroger cette opposition à partir d'un regard historique qui remonterait aux conditions d'établissement des systèmes actuels de relations professionnelles à la fin de la seconde guerre mondiale et qui se focaliserait sur les modes concrets d'action de l'État au cours des décennies soixante et soixante-dix. Il nous semble, en effet, qu'une analyse des processus d'élaboration de politiques déployées dans quelques domaines d'action du ministère du Travail, ainsi que des modes de fonctionnement de certaines instances tripartites de négociation ou de dialogue social, contribueraient à construire des configurations de relations État-acteurs sociaux qui ne s'inscrivent pas dans le schématisme de cette opposition. Notre objectif est donc de mettre en évidence des dynamiques originales de constitution et d'évolution de la place de l'État, et plus particulièrement de l'administration du travail, dans les systèmes respectifs de relations professionnelles.

Les premiers échanges de travail ont conduit à préciser les domaines d'investigation et l'optique selon laquelle ils seraient abordés. Une attention particulière sera portée aux trois grands domaines de négociation que sont les salaires, le temps de travail et la formation. L'objectif n'est pas de les étudier séparément mais d'appréhender leur articulation en tenant compte du fait que cette articulation varie selon les pays et les périodes : ils peuvent tour à tour être levier, outil et moyens d'intervention publique, en fonction des politiques, des acteurs, de leurs marges de manœuvre.

La présentation d'une communication au Colloque organisé pour le centenaire, en mai 2006, est prévue.

PUBLICATIONS

Participations à des ouvrages collectifs :

- Dufour C., Hege A., Murhem S., Rudolph W., Wassermann W.** (à paraître en 2006) *Les relations sociales dans les petites entreprises, une comparaison Allemagne, France, Suède*, PIE Peter Lang, Bruxelles, Berlin.
- Dufour C.** (à paraître en 2006), « Réduction du temps de travail en France : cavalier seul » in Keune M. and Galgóczi B. (ed.) *Collective bargaining on working time. Recent European experiences*, Brussels, ETUI-REHS.
- Hege A.** (à paraître en 2006) « Quinze ans après la réunification, les politiques sociales et la place des syndicats » in La Documentation française, *L'Allemagne quinze ans après la réunification*, coll. Les Etudes.
- Hege A. et Dufour C.** (à paraître en 2006), « Akteure und Sozialbeziehungen in französischen Betrieben mit und ohne institutionalisierte Interessenvertretung », in Artus Ingrid, Böhm Sabine, Lücking Stefan, Trinczek Rainer (eds.) *Betriebe ohne Betriebsrat: Informelle Interessenvertretung in Unternehmen*. Frankfurt, New York, Campus-Verlag.
- Rehfeldt U.** et Da Costa I. (2004), « Economic Integration and Transnational Social Regulation : A Comparison between the European Union and NAFTA » in Francesco Garibaldi et Volker Telljohann (eds.), *Globalisation, Company Strategies and Quality of Working Life in Europe*, Peter Lang.
- Rehfeldt U.** (2005), « Le mouvement syndical face à la coopération franco-allemande des entreprises. Le cas de la fusion Hoechst-Rhône-Poulenc », in Hervé Joly (ed.), *Formation des élites en France et en Allemagne*, CIRAC.
- Rehfeldt U.** et Da Costa I. (à paraître), « Syndicalisme : de la diversité nationale au regroupement mondial » in *Encyclopédie des Ressources humaines*, 2^e édition, Vuibert.
- Vincent C.** (à paraître), « L'évolution des relations sociales dans les services d'intérêt général en France : normalisation ou émergence d'un modèle de concertation rénové », in *La dérégulation dans les services d'intérêt général en France et en Allemagne : conséquences pour le management social des entreprises*, CIRAC/ Campus Verlag.

Articles dans des revues à vocation scientifique

Dufour C. (2005), « La négociation des salaires en France depuis la fin des années 1990 » *International Labor Brief*, 6, Korea Labor Ministry, June.

Rehfeldt U. (2005), « Les modèles de représentation en Europe : genèse et développements récents », in « L'Europe et le dialogue social », *Les Cahiers du Plan*, n° 12.

Documents de travail et rapports de recherche

Dufour C. et **Hege A.** (2005) « Resyndicalisation des comités d'entreprise ? » *Rapport pour la DARES*, décembre.

Dufour C., **Hege A.** et **Rehfeldt U.** (2005) « Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe », *Rapport final pour le commissariat Général du Plan*, avec **Fayolle J.**, **Husson M.**, **Beuve J.**, septembre.

Hege A. et **Dufour C.** (2005), « Connaissance des délégués syndicaux, bilan d'une recherche IRES-DARES-CFDT-CGT », *Rapport d'étude pour la DARES*, avril.

Rehfeldt U. et **Da Costa I.** (2004), « Les stratégies syndicales face à l'internationalisation-régionalisation économique : une comparaison Europe - Amérique du Nord », *Rapport final pour la DARES*, Centre d'Etudes de l'Emploi.

Rehfeldt U. et **Da Costa I.** (2005), « Syndicats et firmes américaines dans l'espace social européen : des comités d'entreprise aux conseils mondiaux », *Rapport final pour le Commissariat Général du Plan*, Centre d'Etudes de l'Emploi.

Rehfeldt U. (2005) « Country report : Transposition of the EU Directive on worker involvement in the European Company (SE), France », www.seeurope-network.org , octobre.

Rehfeldt U., **Vincent C.** et **Tallard M.** (2005), « Formes de syndicalisme et formes de représentation dans la fonction publique », *Rapport pour le CGP*, IRES, novembre.

Vincent C. (2005), « The Role of the Local Authorities and the Social Partners in Promoting Training in France », in *The Relevance of the Social Partners and Public Authorities in Managing Vocational and Educational Systems*, Leonardo da Vinci program, septembre, Trento.

GROUPE « EMPLOI »

Yannick FONDEUR, Michel HUSSON, Annie JOLIVET, Florence LEFRESNE, Christèle MEILLAND, François MICHON, Catherine SAUVIAT, Mouna VIPREY

La première étape de l'engagement du PSMT 2005-2009 a été marquée par la rédaction d'un ouvrage collectif, *Les mutations de l'emploi en France*, reprenant sur un plan analytique et empirique, la problématique du groupe emploi. L'ouvrage répond de façon argumentée aux analyses qui imputent à la « rigidité » du marché du travail la responsabilité de la persistance du chômage. Il montre que les normes d'emploi, de salaire, de temps de travail ont peu de chose à voir avec ce qu'elles étaient vingt ans auparavant et que la faiblesse des créations d'emploi ne peut ainsi s'expliquer par un retard spécifique pris dans l'application des réformes du marché du travail : la France, à bien des égards, apparaît comme un pays moyen en Europe. Il permet également de saisir, à partir de l'expertise acquise sur différentes populations du marché du travail (femmes, jeunes, seniors, salariés issus de l'immigration), en quoi ces populations ont servi de vecteurs à la transformation des normes *globales* du marché du travail.

1. Mondialisation et intégration européenne

a. Mondialisation et transformations du rapport salarial

Michel HUSSON

La contribution au rapport sur les dynamiques salariales comparées en Europe a donné lieu à la construction d'une base de données permettant de comparer les évolutions de salaire et de productivité à un niveau sectoriel fin. Ces données ont fait l'objet d'un premier travail économétrique qui a mis en lumière les réponses diversifiées apportées par les grands pays européens à l'insertion dans le marché mondial. La différenciation essentielle porte sur la capacité de déconnecter les évolutions relatives dans les secteurs « exposés » à la concurrence internationale et dans les secteurs qui en sont « abrités ».

Ce travail sera prolongé en 2006 afin de mieux combiner les deux déterminants complémentaires de la compétitivité que sont le rapport salaire/productivité, autrement dit le partage de la valeur ajoutée, et le taux de change.

b. Restructurations, délocalisations et emploi

Michel HUSSON, avec Jacky FAYOLLE (Groupe Revenu Salarial)

Les sollicitations de l'EIRO ont conduit Michel Husson à un travail de synthèse sur les études d'évaluation de l'impact des délocalisations sur l'emploi. Il débouche sur une conclusion ambivalente : cet impact peut être aujourd'hui considéré comme relativement marginal ; mais les évolutions très rapides, et notamment l'extension des délocalisations à des secteurs de haute technologie, débouchent sur une dynamique dont on ne saurait sous-estimer le potentiel. Ce premier débroussaillage pourra donner lieu en 2006 à une étude comparative des relations entre les flux internationaux d'investissement et les performances d'emploi des principaux pays de l'Union européenne.

Jacky Fayolle est intervenu devant plusieurs instances (session nationale de l'INTEFP, divers séminaires syndicaux ou associatifs, en France et en Europe) sur les thèmes croisés des restructurations et des délocalisations, de la politique industrielle et de la responsabilité sociale des entreprises. Ce sera aussi un thème privilégié en 2006 par le réseau RECEPTIS (*Réseau Euromed de Confrontation et d'Etude Prospectives sur Travail, Innovation et Droits Sociaux*) qui associe des instituts de recherche, des organisations syndicales et des ONG à caractère social des rives nord et sud de la Méditerranée.

c. Politiques d'emploi en Europe et Stratégie européenne pour l'emploi

Michel HUSSON, Annie JOLIVET, Florence LEFRESNE, avec Jacky FAYOLLE (Groupe Revenu Salarial)

L'étude des politiques économiques et des politiques d'emploi en Europe se poursuivra sur l'année 2006. Une convention a été conclue avec les animateurs suédois du programme SALTSA (*The National Institute for Working Life and The Swedish trade Unions in Co-operation*) pour mener une étude comparative sur le lien entre performances de croissance et d'emploi, politiques économiques et politiques d'emploi entre quatre pays européens : Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède. L'accent portera sur les rôles respectifs et l'interaction des différents facteurs dans les performances comparées de croissance et d'emploi : macroéconomiques (pacte de stabilité, politique monétaire, taux de change), structurelles (gains tendanciels de productivité, croissance potentielle) et sociales (capacité des acteurs politiques et sociaux à négocier et conclure des accords positifs). Un regard particulier est porté sur le contenu des politiques d'emploi (notamment la participation nationale à la Stratégie européenne pour l'emploi dont l'orientation actuelle est marquée par une forte incertitude). Le projet associe des chercheurs anglais, allemand et suédois en étroite coopération avec les chercheurs de l'IRES.

d. Les performances comparées d'emploi et de croissance*Michel HUSSON*

La référence aux “modèles” (Danemark, Royaume-Uni, etc.) a conduit à un travail de suivi qui a débouché sur une synthèse provisoire sous forme d’un chapitre du Livre *Les mutations de l’emploi en Europe*. Ses principaux enseignements sont les suivants : les comparaisons internationales des performances d’emploi devraient d’abord prendre en compte les différentiels de croissance qui se creusent en Europe ; certains pays font baisser leur taux de chômage plus vite que la moyenne, mais sans créer plus d’emplois ; enfin, les réformes des marchés du travail ont plus pour effet de modifier les structures d’emploi que créer plus d’emplois. Ces trois résultats illustrent la pertinence de l’approche retenue par le Groupe emploi, qui consiste à mieux articuler l’approche “macro” avec les approches plus “micro”.

Un nouveau chantier sera ouvert, qui portera sur l’effet de la précarisation sur les performances comparées, et notamment sur la productivité. On sera donc amené à construire un indicateur de précarité et à travailler sur la piste, déjà explorée par différents travaux, selon laquelle la précarité serait associée à de moindres progrès de productivité. Cette approche trouve un prolongement naturel avec le projet « Politiques économiques et politiques d’emploi en Europe », réalisé avec des partenaires suédois dans le cadre du programme SALTSA (cf. *supra*).

2. Les acteurs de l’emploi et les stratégies des entreprises**a. Les jeunes et le marché du travail***Yannick FONDEUR, Florence LEFRESNE*

Yannick Fondeur a procédé à une actualisation de ses travaux sur l’emploi des jeunes, donnant lieu à une publication (avec Claude Minni) dans *Economie et Statistique*. Une publication sur le même thème est à venir dans *Données Sociales* (INSEE). Par leur position d’entrants sur le marché du travail, notamment leur propension à occuper des emplois temporaires, les jeunes sont au cœur des ajustements conjoncturels et des transformations des normes d’emploi. Yannick Fondeur poursuivra cet axe de recherche en participant à l’évaluation de l’impact du contrat nouvelle embauche.

Compte tenu de la grande hétérogénéité des sorts sociaux dévolus aux jeunes, Florence Lefresne a davantage ciblé son travail sur la catégorie des « jeunes en difficulté », ce qui a donné lieu à la rédaction d’un « Problèmes politiques et sociaux » sur *les jeunes non qualifiés* (niveau VI et Vbis de sortie du système éducatif) et d’une participation à un ouvrage collectif, *La place des jeunes dans la cité*, coordonné par le CNAM et le CEE. La réflexion porte notamment sur les multiples effets produits par l’institutionnalisation de la

catégorie « jeunes en difficulté » à travers les politiques d'insertion. La façon dont ces jeunes sont désignés et dont est justifiée l'action publique à leur endroit contribue à forger l'identité sociale des adultes qu'ils deviendront.

b. Activité professionnelle des femmes

Christèle MEILLAND, avec Antoine MATH (Groupe Revenu Salarial)

Christèle Meilland et Antoine Math ont rendu à la CNAF un rapport qui a bénéficié de la participation de Laurent Simula, concernant le rôle d'incitation des transferts sociaux financiers sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple. Il s'agit d'une recherche comparative sur une quinzaine de pays d'Europe occidentale. Ce rapport distingue deux grandes catégories de transferts monétaires pour lesquels la question des effets sur l'activité se pose différemment : les transferts monétaires servant à rémunérer les congés destinés aux parents (dans la continuité des travaux antérieurs pour l'Observatoire européen des relations industrielles et ayant fait l'objet d'un dossier dans *La Revue de l'IRES*) ; les autres transferts monétaires sociaux et fiscaux auxquels les questions d'incitation et d'individualisation des droits sont liées. Ce travail fera l'objet d'une valorisation en 2006.

En collaboration avec Antoine Math et Jeanne Fagnani (directrice de recherches au CNRS), un projet approfondissant les questions de "conciliation" entre activité professionnelle et vie familiale a été proposé à la CNAF. Il vient d'être retenu par cette dernière.

c. Travailleurs âgés

Annie JOLIVET

Deux des axes de recherche concernant les travailleurs âgés ont donné lieu à des travaux en 2005, qui se poursuivront en 2006.

▪ *La gestion des âges par les entreprises*

Le premier axe a trait aux pratiques des entreprises en matière de « gestion des âges ». Il s'agit d'analyser à la fois la gestion des différents groupes d'âge dans l'entreprise et la prise en compte de l'âge par la gestion des ressources humaines. Plusieurs développements concrets lui sont consacrés :

Annie Jolivet participe, pour le cas français, à l'étude *Employment Initiatives for an Ageing Workforce* coordonnée par Frerich Frerichs (Institut für Gerontologie, Université de Dortmund) pour la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin). Une enquête est prévue auprès de 14 entreprises ou organisations. La fin est programmée pour janvier 2006.

Une valorisation du rapport *Gestion des âges et rapports intergénérationnels dans les grandes entreprises : études de cas*, (partie II du Rapport de l'ACI « Travail, Temps, Trajectoires et Transitions », juin 2004) est en cours sous une double forme : rédaction d'une communication avec Jérôme Gautié pour les XXVèmes journées de l'Association d'économie sociale de septembre 2006 ; rédaction d'un article pour la revue *Sociologie du travail* avec Frédérique Alexandre-Bailly, Béatrice Delay, Anne-Marie Guillemard, Jérôme Gautié, Guillaume Huyez.

L'enquête sur la gestion des âges réalisée en 2004 avec le CREAPT (Centre de recherches et d'étude sur l'âge et les populations au travail), le CESTP-ARACT Picardie et l'instance locale de l'ANDCP (Association Nationale des Directeurs et Cadres de la fonction Personnel) n'a pu être achevée dans sa dimension monographique, faute de « volontaires » du côté des entreprises contactées. Un travail sera engagé dans une entreprise de la métallurgie en collaboration avec Serge Volkoff (CREAPT) et Magali Collard (CESTP-ARACT). La valorisation est prévue en 2006, sous la forme d'une publication dans la région Picardie et d'un *4 pages du CEE*.

▪ *Les modes de sortie du marché du travail en fin de vie professionnelle*

Le second axe des travaux sur les seniors concerne l'évolution des modes de sortie du marché du travail en fin de vie professionnelle en lien avec la modification du contexte institutionnel (réforme des retraites, négociations et accords collectifs, droit du travail). Y a-t-il des effets de report sur d'autres modes de sortie (invalidité-maladie-inaptitude) ? Le traitement de cette question donne lieu à un co-pilotage avec Anne-Françoise Molinié du numéro 49 de *Retraite et Société* (parution en octobre 2006) sur les problèmes d'inaptitude/invalidité/usure en fin de carrière. Pour ce numéro, Annie Jolivet rédigera également un article analysant l'évolution des dispositifs de sortie d'activité utilisés en cas de difficultés liées à la santé aux Pays-Bas et en Suède.

Par ailleurs, Annie Jolivet participe au groupe de travail "Deuxième moitié de carrière dans la fonction publique" mis en place par le Conseil d'orientation des retraites fin 2004 (le rapport final sera présenté au COR en janvier 2006). Elle est associée aux activités du CREAPT et contribue à la définition du thème du Séminaire Vieillesse-Travail, organisé chaque année par le CREAPT et l'Ecole pratique des hautes études. Elle est également membre du comité éditorial de la revue *Retraite et Société*, publiée par la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

d. Discriminations et formes d'emploi

- *Discriminations et parcours professionnels*

Christèle MEILLAND, Mouna VIPREY, avec Yves LOCHARD (Groupe Travail)

Dans le cadre d'une convention de recherche avec la DARES, Mouna Viprey, Christèle Meilland et Yves Lochard tentent de saisir la complexité des formes et de l'impact des comportements discriminatoires dans les parcours professionnels d'une main-d'oeuvre qualifiée voire très qualifiée et d'autre part, d'essayer de dépasser le simple critère de nationalité. Le choix d'une méthode basée sur des entretiens semi directifs provient essentiellement des spécificités des problèmes de différenciation, de discrimination (en termes d'insertion, d'évolution de carrière, de formation...) qui sont elles-mêmes porteuses de difficultés méthodologiques particulières. Une quarantaine d'entretiens individuels ont été effectués dans deux secteurs d'activité : le secteur de la santé (hôpital public) et le secteur des nouvelles technologies de l'information et de communication. Ces deux secteurs cumulent les deux caractéristiques recherchées : un personnel hautement qualifié ainsi que des salariés d'origine étrangère réelle ou supposée. Le rapport final doit être remis au commanditaire au cours du premier trimestre 2006.

- *Les changements de statut des étudiants étrangers*

Mouna VIPREY, avec Antoine MATH (Groupe Revenu Salarial), Alexis SPIRE (CNRS et CERAPS, Université de Lille 2), Serge SLAMA (Université d'Evry)

Dans la suite de travaux combinant analyses théoriques, analyses des dispositifs légaux et, pour partie, analyses de la rhétorique autour des politiques d'immigrations sélectives ou utilitaristes, un travail empirique a été mené pour tenter d'analyser comment s'effectue réellement la mise en œuvre d'une politique sélective existante et d'en comprendre les logiques et les effets. Ce travail réalisé par Mouna Viprey, Antoine Math, Alexis Spire et Serge Slama pour la Direction de la Population et des Migrations a été achevé en 2005. L'étude a porté sur les liens entre les conditions juridiques faites aux étrangers et l'accès au marché du travail. Il s'agissait d'évaluer les effets d'une circulaire moins restrictive de janvier 2002 vis-à-vis des étrangers résidant en France sous couvert d'un titre de séjour étudiant, qui demandent à changer de statut au titre d'une activité professionnelle. Plus généralement, dans un contexte controversé, il s'agissait d'analyser la mise en œuvre de la procédure de sélection dite du "changement de statut", ces étudiants étrangers pouvant solliciter au terme de leur formation, la transformation de leur carte portant la mention "étudiant" en une carte "salarié", voire une carte "travailleur temporaire". L'étude a reposé sur une analyse juridique fine et sur l'exploitation originale de près de 700 dossiers de demande de changement de statuts d'étudiants étrangers de 2001 à 2004 dans deux Directions départementales du travail de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), celle de Lille et celle de Bobigny. A cette approche

quantitative sont venus s'ajouter des entretiens qualitatifs. Le rapport final ainsi qu'une synthèse ont été remis au commanditaire en juillet 2005.

▪ *Discriminations et politiques migratoires*

Mouna VIPREY, avec Antoine MATH (Groupe Revenu Salarial)

Dans la poursuite du numéro spécial de la *Chronique internationale* de septembre 2003, Mouna Viprey et Antoine Math suivent les développements des politiques migratoires utilitaristes (immigration dite de travailleurs) en cours et en projet au niveau européen (voir groupe revenu salarial). Jacky Fayolle a assuré la synthèse des Entretiens de l'ANPE, en mars 2005, qui portaient sur le thème "migrations et marché du travail".

Les recherches et travaux sur l'emploi de la main-d'œuvre immigrée ou supposée telle seront poursuivis dans deux directions : une réflexion sur les nouvelles initiatives en matière de lutte contre les discriminations (chartes pour l'emploi, mise en place de la Haute autorité contre les discriminations, projet européen Equal) ; un axe de recherche pourrait être développé autour des salariés détachés (mode 4 de l'Accord Général sur le Commerce des Services).

La participation de Mouna Viprey en 2005 à un groupe de travail sur les politiques migratoires à l'initiative de l'Ambassade du Canada à Paris devrait donner lieu à des travaux de recherche avec une dimension de comparaison internationale.

En 2006, différentes publications sont envisagées sur le thème général des discriminations, afin de valoriser des recherches le plus souvent menées dans le cadre de conventions avec divers commanditaires et éditées pour l'instant seulement sous forme de rapports.

3. Les nouvelles normes d'emploi, les nouvelles segmentations

a. Normes d'emploi et politiques d'emploi en Europe

Florence LEFRESNE, avec Carole TUCHSZIRER (Groupe Revenu Salarial)

Un article a été rédigé par Florence Lefresne dans *Sociologie du Travail* afin d'examiner l'effet des politiques d'emploi, en privilégiant trois axes : l'impact sur la catégorie de chômage, l'action sur les normes d'emploi et enfin les régulations sociales soutenant ces politiques. Le regard comparatif montre à quel point les systèmes nationaux ont su interpréter à leur façon l'objectif communautaire d'élévation des taux d'emploi. Ce résultat n'invalide pas la pertinence d'un niveau de régulation européen mais en souligne certaines conditions : clarification d'un référentiel d'action publique et investissement par

les acteurs sociaux des institutions européennes, source d'une légitimation qui reste à construire.

Sur la même thématique, Carole Tuchsirer et Florence Lefresne publieront dans un ouvrage collectif à paraître en 2006, les principaux résultats de leur étude sur les activités occasionnelles et les politiques d'activation en Europe (*Défis et mutations de l'emploi et de la protection sociale*, Editions du CNRS).

L'analyse des politiques d'activation trouvera un prolongement par la participation de Florence Lefresne à la conférence que tiendra l'Institut Syndical Européen sur le thème *Activating citizens and activating institutions: towards active welfare states in the EU*, à l'automne 2006.

b. Temps de travail

Florence LEFRESNE, François MICHON

Dans le cadre d'une étroite coopération de Florence Lefresne avec le GRIOT-CNAM sur le temps de travail, tentative a été faite de donner corps aux critères, introduits par le BIT, de *decent working time*, à partir des monographies réalisées en 2004 de plusieurs accords Aubry II. Trois composantes principales ont été retenues : la capacité des travailleurs à intervenir dans la définition de leur temps de travail (mesurée par le rôle et les modalités de la négociation), la nature des compromis organisationnels en jeu dans les accords sur le temps de travail et enfin les perceptions (multidimensionnelles) que les salariés ont de la réduction du temps de travail. Ce travail a donné lieu à un chapitre dans un ouvrage à paraître publié par le BIT et à une présentation aux X^{èmes} journées de sociologie du travail, centrée sur l'hypothèse d'une intensification du travail (Rouen, 24-25 novembre 2005).

François Michon a travaillé selon les deux axes suivants : réorganisation et allongement des temps de travail ; intérim et précarité de la relation d'emploi. L'année 2005 a été marquée par la préparation de deux publications :

- Un ouvrage publié aux éditions du BIT, édité conjointement avec Jean-Yves Boulin et Michel Lallement et Jon Messenger. Intitulé *Decent working time. Issues and perspectives*, cet ouvrage regroupe 16 contributions articulées en 4 sous thèmes : *Nouveaux enjeux, nouvelles politiques ; Choix individuels et options collectives ; Flexibilités et conditions du travail ; Qualité, efficacité et inégalités*. L'ouvrage est sous presse.
- L'édition d'un numéro spécial de La Revue de l'IRES, *Les horaires longs et les heures supplémentaires dans quelques pays industrialisés*, constitué de six contributions décrivant diverses facettes de l'allongement des horaires à partir de l'exemple de quelques pays industrialisés. Ce numéro sera publié début 2006.

c. Intérim*François MICHON*

Dans le cadre d'une recherche comparative internationale financée par la fondation new-yorkaise Russel Sage intéressant en Europe le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays Bas, l'Allemagne et la France, et portant sur six secteurs dont l'intérim, il s'agit de procéder à une évaluation de l'usage que font ces secteurs des personnels à faible qualification. Un rapport de synthèse sur la situation de l'intérim en France (données statistiques, régulations, analyses disponibles) a été rédigé. Les travaux de terrain sont en cours portant simultanément sur des entreprises utilisatrices, des intérimaires en fonction chez elles, et les entreprises d'intérim qui les approvisionnent. La période actuelle est à cet égard particulière. Le statut de l'intérim vient d'être sensiblement modifié (autorisation donnée aux entreprises de travail temporaire d'effectuer de pures activités de placement, introduction de deux nouveaux cas de recours liés à la personne de l'intérimaire et non aux besoins de l'entreprise utilisatrice). Il est encore prématuré d'en évaluer les effets réels.

L'année 2006 sera consacrée à l'achèvement des travaux de terrain sur l'intérim : exploitation des résultats de l'enquête ; préparation d'un ouvrage collectif sur *Les Mondes de l'intérim*, proposé aux éditions *La Découverte*. En outre, à l'occasion du colloque organisé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'Institut du Travail de Bruxelles, la contribution de François Michon a porté sur 50 ans de la revue *Socio-Économie du travail* : il s'est agi de montrer l'importance des modèles segmentationnistes dans le développement en France d'une socio économie du travail et de cerner la nature des reformulations qui s'opèrent aujourd'hui.

d. Internet et transformations du marché du travail*Yannick FONDEUR, avec Carole TUCHSZIRER (Groupe Revenu Salarial)*

L'étude *Internet et les intermédiaires du marché du travail*, réalisée par Yannick Fondeur et Carole Tuchszirer pour le compte de l'ANPE a été achevée. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les intermédiaires du marché du travail, qu'ils soient publics ou privés, doivent composer avec l'arrivée d'un nouvel acteur : les sites emploi ou "job boards". Ces nouveaux venus sont à l'origine de la place croissante qu'occupe Internet dans les processus d'appariement, ceci dans un contexte général marqué par l'atonie de l'offre d'emploi, qui a fragilisé l'activité des intermédiaires traditionnels, et par des bouleversements majeurs d'ordre institutionnel (fin du monopole de l'ANPE et arrivée des entreprises de travail temporaire sur le marché du recrutement permanent). C'est à l'examen de ces mutations dans les jeux d'acteurs qu'est consacrée cette recherche. Une veille active a par ailleurs été réalisée sur le recrutement par Internet, notamment sur trois thèmes : moteurs de recherche

d'offres d'emploi, outils de gestion de candidature, utilisation d'Internet comme support au recrutement par réseau de relation.

Trois pistes ont été retenues pour poursuivre le travail sur ce thème. Elles seront exploitées en fonction de l'intérêt que révéleront les investigations préliminaires et des opportunités de financement :

- *Comparaison internationale*. Elle est intéressante tant du point de vue des conséquences d'Internet sur les intermédiaires privés (dont l'activité est à l'origine fortement marquée par les spécificités nationales) que de celui des stratégies suivies par les services publics de l'emploi nationaux.
- *Intégration du recrutement électronique par les entreprises*. Il s'agirait d'une part d'étudier leurs usages des sites emploi et la façon dont elles l'articulent avec leurs sites carrières, et d'autre part d'évaluer leur utilisation des systèmes de gestion de candidatures et de déterminer en quoi elle modifie leur façon de recruter.
- *Recrutement et services Internet de réseautage et de cooptation*. On sait que le premier canal de recrutement est, de très loin, les relations personnelles ou professionnelles. On sait également, que le « bruit » est un des principaux problèmes rencontrés par les recruteurs utilisant Internet. Partant de là, de nouveaux acteurs ont cherché à exploiter la qualité et la pertinence de l'information délivrée par les réseaux interpersonnels en offrant, grâce à Internet, des outils permettant de les formaliser, de les développer et de les mobiliser.

Une mise à jour de la partie consacrée aux entreprises de travail temporaire dans le rapport « *Internet et les intermédiaires du marché du travail* » devrait être réalisée, notamment pour tenir compte de l'ouverture du marché du placement à ces acteurs dans le cadre de la loi de cohésion sociale.

Par ailleurs, il semble utile d'insérer le travail sur l'intermédiation par Internet dans une réflexion plus large sur les transformations du marché du travail. Dans ce sens, la collaboration engagée avec Carole Tuchsirer se poursuivra. A court terme l'objectif est d'opérer une veille sur la thématique des intermédiaires du marché du travail, au-delà de la simple dimension Internet. Une attention particulière sera portée aux expériences de placement des chômeurs par des opérateurs privés et aux nouvelles activités de recrutement permanent que la loi Borloo a ouvert aux entreprises de travail temporaire.

Publications

Ouvrages

IRES (2005) *Les mutations de l'emploi en France*, Repères, La Découverte.

Lefresne F. (2005) *Les jeunes non qualifiés*, Problèmes politiques et sociaux, La documentation Française.

Participation à des ouvrages collectifs

Fondeur Y. (2005) « Les générations entrant sur le marché du travail » *in* IRES (2005).

Husson M. (2005) « Les performances du marché du travail français » *in* IRES (2005).

Jolivet A. (2005) « L'emploi des seniors » *in* IRES (2005).

Jolivet A. [avec Gautié J.] (2005) « Evolution des marchés internes et gestion des âges : quelques enseignements à partir de monographies de grandes entreprises », *in* Joel M-E et Wittwer J., *Economie du vieillissement - tome 1 Age et emploi*, actes des XXV^{èmes} Journées de l'Association d'Economie Sociale, Paris 8-9 septembre 2005, L'Harmattan.

Lefresne F. (2005) « Réflexions sur les catégories de l'action publique en direction des jeunes en difficulté », *in* Baron C. Dugué E. et Nivolle (eds.), *La place des jeunes dans la cité, Tome I : de l'école à l'emploi ?*, L'Harmattan, coll. Logiques sociales.

Lefresne F. (2005) « Les nouvelles normes d'emploi », *in* IRES (2005).

Lefresne F. [avec Charpentier P., Lallement M., Loos-Baroin J.] (2005) « The French 35-Hour Week: a Decent Working Time Pattern? Lessons from Case Studies », *in* Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J., Michon F. eds, *Toward Decent Working Time*, Geneva, ILO edition [sous presse].

Lefresne F. [avec Lallement M.] (2005), « Changements organisationnels et intensification du travail. Une évaluation de l'impact de la réduction du temps de travail dans les entreprises ayant signé un accord Aubry II », Les relations de travail entre résistance et contournement, volume II, atelier 3, X^{èmes} journées de Sociologie du travail, Rouen, 24 et 25 novembre 2005, GRIS, LISE-CNRS eds.

Meilland C. (2005) « Emploi des femmes et inégalités » *in* IRES (2005).

Michon F. (2005) « Les temps de travail » *in* IRES (2005).

Michon F. (2005) [avec Boulin J.Y., Lallement M.] (2005), « *Decent Working Time in industrialized countries. Issues, scopes and paradoxes* », *in* Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J., Michon F. eds., « *Decent Working Time. New trends, new issues* », International Labour Office, Geneva [sous presse].

Michon F. (à paraître, septembre 2006), « Temporary agency work in Europe », to be published *in* Gleason Sandra E. (2005), « *Shadow work force* », W.E. Upjohn Institute for Employment Research.

Sauviat C. (2005) « Os efeitos do novo poder da finança nos estados unidos : empresas fragilizadas e trabalhadores inseguros », dans *O Brasil frente à ditadura do capital financeiro : reflexoes e alternativas*, C. Ferreira & A. Forti Scherer (orgs), UNIVATES, Porto Alegre.

Viprey M. (2005) « Emploi des immigrés et discriminations » *in* IRES (2005).

Articles dans des revues à vocation scientifique

Fondeur Y. [avec Claude Minni] (2005) « Les jeunes au cœur des dynamiques du marché du travail », *Economie et Statistique*, n° 378-379.

Husson M. (2005) « Une seule solution, la population ? », *Alternatives économiques*, hors-série « Le développement durable », 1^{er} trimestre.

Husson M. (2005) « Les ordonnances pour l'emploi d'août 2005 », *Regards sur l'actualité* n° 316, décembre.

Lefresne F. (2005) « Les politiques d'emploi et la transformation des normes : une comparaison européenne », *Sociologie du travail*, n° 47.

Lefresne F. (2005) « La flexibilité du marché du travail britannique : mythe ou réalité ? », *Politique*, n° 42, novembre.

Lefresne F. (2005) « Faillite de MG Rover : les leçons d'une absence de stratégie industrielle », *La Lettre du GERPISA*, n° 187, Université d'Evry, décembre.

Lefresne F. [avec **Join-Lambert O.**] (2005) « L'immigration en Grande-Bretagne : état des lieux et évolutions récentes », *Santé, Société et Solidarité*,

Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité, n° 1/2005.

Lefresne F. [avec **Tuchszirer C.**] (2005), « La formation professionnelle des demandeurs d'emploi : une mission nouvelle confiée à l'Unédic », *Premières Synthèses*, DARES, n° 18.1, mai, repris dans *Bilan de la politique de l'emploi 2003*, La documentation Française, n° 1/2005, juin.

Meilland C. [avec **Math A.**] (2005), « Un état des lieux des congés destinés aux parents dans vingt pays européens », *La Revue de l'IREs*, n° 46.

Meilland C. [avec **Math A.**] (2005), « Les congés aux parents : contre l'égalité entre femmes et hommes ? », *La Revue de l'IREs*, n° 46.

Michon F. dir. (2005), « Les horaires longs et les heures supplémentaires dans quelques pays industrialisés. Dossier », *La Revue de l'IREs*, n° 49, 2005/3.

Michon F. (2005), « Les nouveaux enjeux du temps de travail », in *La Revue de l'IREs*, n° 49, 2005/3.

Sauviat C. (2005), « Le rôle marginal des syndicats dans la gouvernance des entreprises », *Analyses et documents économiques*, n° 99, juin 2005.

Sauviat C. [avec Lizée M.] (à paraître), « Les syndicats et la retraite par capitalisation : une comparaison France-Québec », *Santé, Société et Solidarité*, 2006/n° 2.

Viprey M. (2005), « Intégration et marché du travail : spécificités de la main-d'œuvre sur le marché du travail français », in *Santé, Société et Solidarité*, Revue de l'observatoire franco-Québécois de la santé et de la solidarité, 2005/n° 2.

Rapports de recherche

Fondeur Y. [avec Tuchszirer C.] (2005), *Internet et les intermédiaires du marché du travail*, Rapport IRES, juin.

Husson M. [avec Fayolle J., Husson M., Dufour C., Hege A., Rehfeldt U., collaboration de Beuve J.] (2005), *Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe*, Rapport pour le Commissariat Général du Plan.

Jolivet A. (2004) « Pénibilité et départs en retraite : règles institutionnelles et évidences empiriques – exposé introductif », pp. 7-30, in CREAPT-EPHE,

Conditions de travail, santé et aspirations à la retraite, actes du séminaire Vieillesse et Travail 2003, Rapport de recherche CEE n° 18, décembre.

Viprey M. (2005) *Le changement de statut des étudiants étrangers en France : évaluation de l'impact d'une circulaire du 15 janvier 2002 sur la délivrance d'autorisations de travail par les DDTE permettant l'accès au statut de « salarié » ou « travailleur temporaire »*, [avec Math A., Spire A. et Slama S.], Convention IRES / DPM- ministère des Affaires Sociales, Rapport final, juillet.

GROUPE « TRAVAIL »

*Solveig GRIMAULT², Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD,
Marie RAVEYRE, Pascal UGHETTO³, Philippe ZARIFIAN*

Le groupe a vu sa composition évoluer. Solveig Grimault, qui avait collaboré à certaines de ses activités, l'a désormais rejoint à l'occasion de son intégration à l'IRES. Pascal Ughetto a rejoint l'université de Marne-la-Vallée et le LATTS. Il poursuit sa participation aux travaux en cours et maintiendra des liens avec l'IRES et le groupe en tant que correspondant scientifique du pôle Marne-la-Vallée. En 2006, le groupe bénéficiera de l'apport de Céline Maussion, doctorante en convention avec France Télécom, sous la direction de Philippe Zarifian.

Le Programme scientifique à moyen terme s'est donné comme objectif d'éclairer les acteurs syndicaux sur des évolutions dont ils souhaitent une caractérisation plus explicite et une définition plus claire de leur spécificité historique : le sentiment éprouvé par les salariés que les conditions dans lesquelles on les fait travailler passent par des exigences et des tensions renforcées ; la dimension gestionnaire affectant le travail et l'emploi ; les recompositions des identités professionnelles.

Au cours de l'année 2005, des contributions ont été apportées sur : les conditions d'exercice de l'activité dans une phase de changement ; les restructurations ; le recrutement.

1. Le travailleur face à l'activité et à ses finalités

a. Le client et l'utilisateur au sein du travail

Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD, Pascal UGHETTO, Marie RAVEYRE, Philippe ZARIFIAN

Le rapport rendu en 2004 sur le travail des personnels des musées a débouché sur des opérations de valorisation. Les quatre auteurs ont présenté une communication au colloque « Action publique et légitimité professionnelle », Aix-en-Provence, en janvier 2005. Elle donnera lieu à publication dans les prochains mois.

² A compter du 1^{er} novembre 2005.

³ Jusqu'au 31 août 2005.

Par ailleurs, Odile Join-Lambert et Yves Lochard ont présenté une communication à un colloque et une contribution à un ouvrage collectif en anglais, tous les deux en cours de publication.

En 2006, Yves Lochard sera probablement associé à une recherche dans le cadre du programme du groupe La Poste "Poste 2020". La démarche qui se donne comme une "prospective partagée" associe les différents acteurs concernés. Il s'agira de travailler, dans un des départements retenus, sur le service aux "populations fragiles" (nouveaux arrivants, rmistes, sans-abri, personnes âgées...) et de contribuer à la connaissance de ces populations et de leurs situations de vie. Le travail se fera en liaison avec les associations qui interviennent sur ces questions.

Philippe Zarifian a rendu compte des recherches qu'ils avaient conduites en 2004 à La Poste et à la SNCF, par des interventions au sein du séminaire de l'IRES et par une publication dans le numéro 48 de *La Revue de l'IRES*, en insistant, dans cette problématique du rapport au client et/ou usager, sur deux approches :

- Une approche directement par les compétences et le métier : la définition du métier de guichetier à La Poste et la proposition d'un référentiel de compétences correspondant, tout en soulignant les tensions qui affectent ce métier, entre une approche purement commerciale et une approche servicielle de la relation aux clients et publics ;
- Une approche par une innovation organisationnelle à la SNCF, avec la mise en place de la nouvelle fonction de Responsable de ligne et des équipes de ligne au sein des activités TER, approche qui induit des transformations fortes en matière de compétences et de coopération entre métiers.

b. La compétence

Pascal UGHETTO, Philippe ZARIFIAN

Pascal Ughetto a poursuivi ses activités de co-organisation du séminaire Compétences de l'Ecole doctorale Entreprise-Travail-Emploi au sein du Pôle Marne-la-Vallée. Ce séminaire entame une sixième année de fonctionnement autour des questions d'organisation de la production et du travail.

Philippe Zarifian a rédigé, tout en poursuivant ses travaux de recherche de terrain sur les démarches compétences à La Poste, la SNCF et à France Télécom, un ouvrage sur le thème du rapport entre démarches compétences et orientations stratégiques des entreprises. Il a entamé, avec France Télécom, une recherche sur le développement d'une démarche compétences au sein des centres d'appel de cette entreprise.

c. *Le sens du travail chez les salariés et les identités professionnelles*

Philippe ZARIFIAN

Poursuivant ses travaux engagés antérieurement sur la question du changement des modes de contrôle de l'activité des salariés en entreprise, Philippe Zarifian a développé la thèse du passage d'un contrôle disciplinaire à un contrôle de modulation. Celui-ci prend différentes formes et concerne le temps de travail, les lieux d'activité, l'engagement subjectif, et la rémunération salariale. Ainsi s'ouvrent des espaces d'autonomie qui se prêtent à une généralisation du contrôle par "objectifs/résultats".

Il a en même temps, suite à des recherches menées à France Télécom, montré l'effet paradoxal d'une intensification de l'engagement subjectif demandé aux salariés, alors que se réalisait une décomposition des métiers et surtout une perte de sens quant aux finalités et valeurs de l'activité exercée. Il a indiqué l'existence d'une amorce de recomposition de ce sens, autour de la thématique du "rendre service à".

Il envisage, dans les mois à venir, de comparer de manière systématique, les liens, ressemblances et différences entre la montée du contrôle sécuritaire au sein du mode de gouvernement de la société française et celle du contrôle de modulation au sein des grandes entreprises.

2. Conditions de travail, conditions d'exercice de l'activité

a. *Les conditions de travail face aux restructurations publiques et privées*

Solveig GRIMAUULT, Pascal UGHETTO, avec Jean-Marie PERNOT (Groupe Revenu Salarial), Marie RAVEYRE

La recherche menée au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur les réactions collectives des agents face aux réformes a donné lieu à des résultats portant tout à la fois sur les conditions d'exercice de l'activité en période de changement et sur la manière dont se négocient et évoluent les conditions du travail. Cette étude a été réalisée par Solveig Grimault et Pascal Ughetto en collaboration avec Jean-Marie Pernet (groupe *Revenu salarial*). Elle a associé à l'analyse du travail un regard sur le fonctionnement de quelques modalités du dialogue social, notamment au plan local. Les réactions au changement ont été analysées comme exprimant le sentiment des agents et de leur hiérarchie de ne trouver auprès des décideurs qu'un écho imparfait de leur effort et de leurs difficultés pour maîtriser les nouveaux cadres d'exercice de l'activité, ainsi que des problèmes que pose une certaine inadéquation des technologies face aux nouveaux impératifs de l'activité. La recherche pointe en particulier le fait que le malaise des agents est largement le symptôme d'un

déficit organisationnel. Une conclusion importante a été en effet que le changement, tout en étant négocié, n'en avait pas moins laissé cadres et agents face à une préparation insuffisante de l'organisation de leur activité dans ses dimensions les plus concrètes. Par ailleurs, dans les rapports entre l'administration et les organisations syndicales, les effectifs occupent souvent le devant de la scène au détriment de la question du travail. Cela n'est pas sans interroger le fonctionnement du système de représentation, et ses acteurs. A cet égard, l'observation de la façon dont se conjuguent aujourd'hui l'action des organismes statutaires (CPA/CAPL, CTP/CTPL) et celle de formalités de dialogue social en émergence au plan local a permis de tirer quelques hypothèses d'ensemble sur les difficultés propres au système de représentation et sur les attentes qui lui sont adressées.

L'analyse du vécu des salariés a été également abordée à partir de situations de restructurations lors de réorganisations d'entreprises. Il apparaît que ces dernières génèrent de nouvelles formes de "vulnérabilités". Au-delà des licenciements, ce sont les conditions de travail et d'emploi des salariés qui se trouvent affectées. La flexibilité de l'emploi s'accompagne de l'essor de contrats précaires et d'une modification des relations d'emploi. Par ailleurs, les salariés qui restent dans l'entreprise reconfigurée se trouvent confrontés à une intensification du travail et à une obligation de constante adaptation, ce qui se traduit par un accroissement de pénibilités, notamment d'ordre psychique. Cette question est traitée dans plusieurs contributions de Marie Raveyre, notamment dans le cadre de la conférence : « Restructurations : et comment ça va la santé au travail ? », organisé par *Emergences* et la CGT.

b. Acteurs, perceptions et instances du risque au travail

Odile JOIN-LAMBERT, Recherche coordonnée par Catherine OMNES (Université de Versailles-Saint-Quentin en Yvelines)

Dans le cadre d'un appel d'offre à recherche de la MiRe-DREES (mission recherche du ministère de la Santé et de la Protection sociale) portant sur « La construction sociale des risques et la protection sociale », une équipe de recherche à laquelle participe l'IRES via la présence d'Odile Join-Lambert – équipe composée d'historiens et de sociologues sous la responsabilité scientifique de Catherine Omnes, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines – s'interroge sur les réponses apportées, au fil du temps, à l'exigence de maîtrise des risques au travail. Elle a rendu compte de l'avancée de ses travaux depuis 2004 sous la forme d'un séminaire de recherche et d'un colloque tenu le 7-8 décembre 2005. En se penchant sur les professions et les instances liées aux risques professionnels, l'objectif est de mieux comprendre, du passé jusqu'à nos jours, l'action ou l'absence d'action des acteurs, en s'interrogeant sur l'existence ou l'absence de culture(s) des risques professionnels, en constante évolution au cours du XX^e siècle, dans quelques secteurs d'activité, et en les liant avec

l'apparition de pratiques de prévention. Autrement dit, comment est-on passé d'une culture du danger, d'une culture des « conditions de travail » à une culture de prévention du risque ?

La recherche spécifique d'Odile Join-Lambert porte sur les revendications liées aux risques d'utilisation des machines dans l'enseignement technique. Les mobilisations mettent en évidence des conceptions distinctes du risque professionnel entre le ministère du Travail et celui de l'Education Nationale, lié pour le premier à une situation de production et pour le second à une situation d'apprentissage. La nécessité d'assurer la sécurité des jeunes y a été l'enjeu de débats récurrents. La venue de l'Inspection du travail ne s'est pas faite sans controverse juridique sur la légitimité du contrôle qu'elle y exerçait dans les « établissements publics » de l'Etat.

3. Travail, emploi et modes de gestion des ressources humaines

a. Entre l'emploi et le travail : la crédibilité du travailleur

Yves LOCHARD, Pascal UGHETTO

Yves Lochard et Pascal Ughetto ont poursuivi leurs travaux relatifs aux candidatures à travers une étude explorant, non plus cette fois l'acte de candidature, mais sa réception par les employeurs et, plus généralement, l'action de recruter. L'étude est effectuée auprès d'une chaîne de supermarchés appartenant au groupe dans lequel avaient déjà été analysés les courriers de candidature. Elle procède par entretiens auprès d'une dizaine de directeurs de supermarchés de la région parisienne et d'autres dispositifs d'enquête (observation d'entretiens de recrutement...). Le rapport est prévu pour la fin de l'année 2006. Sans que les modalités en soient déjà définies, Yves Lochard et Pascal Ughetto entendent poursuivre l'analyse des phénomènes d'embauche dans une collaboration IRES-LATTS. Yves Lochard, de même que Yannick Fondeur et Carole Tuschzirer (groupes Emploi et Revenu salarial) sont associés à l'encadrement d'étudiants de master suivis par Pascal Ughetto, à l'université de Marne-la-Vallée, sur des sujets ayant trait au recrutement.

b. "Nouvel état professionnel", sécurisation des parcours et protection des travailleurs

Solveig GRIMAUULT

La problématique générale retenue pour le programme 2005-2009 faisait état de la nécessité de porter une attention particulière au rapport entre travail, emploi et protection sociale, pour prendre notamment en compte la question de la mobilité et de la discontinuité des trajectoires individuelles. Un programme de travail est aujourd'hui engagé sur ce thème. Il s'agira à ce stade de repérer les

différents discours syndicaux en présence et leurs fondements respectifs (certains parlent de “sécurité sociale professionnelle”, d’autres de “statut du travailleur salarié”, d’autres encore de “sécurisation des parcours professionnels”...). On pourra alors les faire dialoguer avec les principales approches théoriques disponibles sur ces questions, ainsi qu’avec les débats présents à l’échelle européenne (autour notamment de la *flexisecurity*). Cette réflexion, animée par Solveig Grimault, se nourrira par ailleurs des compétences internes de l’IRES (travaux sur les évolutions contemporaines de la relation de travail, les rapprochements public/privé, les cellules de reclassement, la validation des acquis de l’expérience, les nouvelles normes d’emploi, la protection sociale).

c. *Restructurations, réorganisation du travail et des territoires*

Marie RAVEYRE

Marie Raveyre a prolongé l’analyse sur ce thème suivant deux grands axes :

▪ *Grands groupes, restructuration et territoires.*

Il s’agit ici d’étudier les politiques d’appui au développement local (ré-industrialisations de site, aides à l’emploi, etc.) mises en place par plusieurs grandes entreprises. Plusieurs communications sur ce thème ont été réalisées, ainsi que des publications dans un Document de travail IRES et un article dans un numéro spécial de la revue *Géographie, Economie et Société*, consacré à l’approche territoriale des restructurations. Cette recherche pourra être prolongée dans le cadre du projet CAPRIGHT, associant plusieurs partenaires européens, accepté par la Commission Européenne.

▪ *Management des restructurations et gestion du travail*

L’observation des pratiques managériales d’entreprises privées et publiques conduit à dégager deux types polaires de modes de gestion des ressources humaines. Si le premier repose essentiellement sur une gestion des sureffectifs, le second mise plus sur une mobilité de la main-d’œuvre interne à l’entreprise. Toutefois dans les deux cas, la prise en compte des pratiques concrètes de travail paraît défailante. Cette thématique a été développée dans plusieurs articles et communications.

d. Formes d'entreprises, modes d'organisation et de gestion

Marie RAVEYRE

▪ *Formes de PME et modes de management*

Marie Raveyre, a poursuivi l'analyse des formes d'entreprises et des figures de l'acteur patronal à partir de l'étude des PME. L'objectif est d'appréhender les petites entreprises dans leur diversité, cela en prenant en compte le profil des dirigeants, les formes d'organisation, l'intégration dans des réseaux interentreprises et l'inscription territoriale (milieu urbain, rural, etc.). Une communication et un article ont été réalisés sur le cas d'entrepreneurs de PMI en milieu rural.

▪ *Réseaux inter-entreprises : organisation et formes de coordination*

L'essor d'organisation en réseaux interentreprises et intra-entreprises pose en des termes renouvelés la question de la nature des gouvernances et des formes de mobilisation / subordination des salariés. Cet axe, développé dans plusieurs travaux en cours de Marie Raveyre, a donné lieu à un article portant sur les réseaux inter-organisationnels locaux.

e. Elaboration et mise en œuvre des politiques du travail : le ministère du Travail au XX^e siècle

Odile JOIN-LAMBERT

Dans le cadre d'une convention entre l'IRES et la DARES, Odile Join-Lambert a poursuivi avec le Comité d'histoire des administrations du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (CHATEFP), la coordination scientifique de travaux liés à la célébration du centenaire du ministère du Travail qui aura lieu en 2006 : un colloque scientifique international (18-19 mai 2006), le suivi de projets de recherche financés par la DARES et la participation au comité de lecture de *Travail et Emploi* pour les numéros spéciaux à paraître dans le cadre du centenaire. Le programme de recherche incite notamment les chercheurs à mettre à l'épreuve l'hypothèse trop classique d'une spécificité française, celle du comblement par l'État d'un vide de relations sociales qui aurait été engendré, depuis la Révolution française, par la faiblesse des corps intermédiaires.

Publications

Ouvrages

Raveyre M. (2005), Direction du numéro thématique : « Restructurations, nouveaux enjeux », *La Revue de l'IREs*, n° 47, 2005/1.

Ughetto P., Beaujolin-Bellet (2005), Direction du numéro thématique « Les constructions du travail et de l'emploi dans l'entreprise : regards multidisciplinaires », *Economies et Sociétés*, série AB, Socio-économie du travail, n° 25, 4/2005, tome XXXIX, n° 4, avril.

Zarifian P. (2005), *Compétences et stratégies d'entreprise*, éditions Liaisons, novembre, 193 p.

Participations à des ouvrages collectifs

Join-Lambert O. (2005), « Les sources orales et l'histoire sociale », in Florence Descamps (dir.), *Les sources orales*, Bréal, coll. Les sources de l'histoire.

Join-Lambert O., Lochard Y. (2005), « Les apports de l'expérience. Les savoirs en action de l'ADA 13 (années 1960-1970) », actes du colloque du 40^{ème} anniversaire du CERAT, 28-30 septembre 2004, Economica.

Join-Lambert O., Lochard Y. (à paraître), « Living in the city differently: birth of new expertise in France in the 1960s and 1970s », in *The consumer expert : associations and professionals in consumer society*, Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel, Matthew Hilton, Ashgate.

Join-Lambert O., Lochard Y., Raveyre M., Ughetto P. (2005), « Le musée pour tous : enjeux professionnels d'une politique publique », in T. Le Bianic, A. Vion, *Actes du colloque Action publique et légitimité professionnelle*, 21-22 janvier 2005, IEP d'Aix.

Raveyre M. (2005), « Restructurations et travail : un report de charge de régulation de la flexibilité sur les salariés ? », in *Relations au travail, relations de travail, actes du colloque des X^{èmes} Journées Internationales de sociologie du travail*, LISE-CNRS, CNAM, Rouen, novembre.

Raveyre M. (à paraître), « Restructurations : le travail mis à mal », in *Restructurations : et comment ça va la santé au travail ?*, Emergences / CGT.

Raveyre M., Ughetto P. (à paraître), « On est toujours dans l'urgence : surcroît ou défaut d'organisation dans le sentiment d'intensification du travail ? », in

Askenazy P., Cartron D., De Coninck F., Gollac M. (dir.), *Organisation et intensité du travail*, Octares, Collection Entreprise, travail, emploi.

Zarifian P. (2005), « Bureaucratie, normalisation et service », in Régine Bercot et Frédéric de Coninck, (dir.) *L'univers des services*, L'Harmattan.

Zarifian P. (2005), « Produire de la valeur, mais quelle valeur ? », in Régine Bercot et Frédéric de Coninck, (dir.) *L'univers des services*, L'Harmattan.

Zarifian P. (2005), « Tensions et esprit de révolte dans les entreprises de service », in Jean Michel Denis (dir.), *Le conflit en grève ?*, La Dispute.

Articles dans des revues à vocation scientifique

Grimault S., Pernot J.-M., Ughetto P. (2005), Dossier « Travailler dans le changement, travailler au changement. Trois directions du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie », *Revue de l'IREs*, n° 48, 2005/2.

Join-Lambert O. (2005), « Dossiers de personnel et témoignages. Faire l'histoire des receveurs et receveuses des Postes (1944-1973) », *Histoire et mesure*, numéro spécial « Travail », vol. XX, n° 3-4.

Join-Lambert O. (2005), « Du passe-muraille au bernard-l'ermite. Receveurs et receveuses des Postes (1944-1973) », *Cahiers du GDR*, Les cadres de promotion interne, n° 9, juillet.

Join-Lambert O. (2005), « Quand l'Etat ajuste. Les receveurs des PTT sous la IV^e République », *Le Mouvement social*, « Travailler dans la fonction publique », n° 212, juillet-septembre.

Join-Lambert O. (2005), « Au nom de l'utilisateur. Les transformations du travail des receveurs des Postes (1965-1973) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 4, octobre-décembre.

Join-Lambert O. (à paraître), « L'ouverture aux publics des musées (1959-1981) : les missions et les statuts des conservateurs de musées en question », *Le Mouvement social*, n° spécial sur les services.

Lochard Y. (2005), « La lettre de motivation comme défi à l'interprétation », *Education Permanente*, « La (re)présentation de soi », n° 162, mars.

Lochard Y., Simonet-Cusset M. (2005), « Les limites à l'institutionnalisation d'un « partenariat cognitif » avec les associations », *Politix*, n° 70.

- Raveyre M.** (2005), « De nouveaux dirigeants de PMI pour le milieu rural - Enseignements d'études de cas- », *Revue du NOROIS*, n° 197, avril.
- Raveyre M.** (2005), « PMI et milieu rural, nouvelles donnes », in Actes du colloque *Faire campagne, Pratiques et projets des espaces ruraux aujourd'hui*, UMR-CNRS Espaces géographiques et Société, Université de Rennes 2, mars.
- Raveyre M.** (2005), « Les restructurations : vers un état d'instabilité durable ? », in *Restructurations nouveaux enjeux, La Revue de l'IRES*, n° 47, 2005/1.
- Raveyre M.** (2005), « Le travail dans le management des restructurations, entre déni et omission », in *Restructurations nouveaux enjeux, La Revue de l'IRES*, n° 47, 2005/1.
- Raveyre M.** (2005), « Restructurations et action syndicale », *La Revue de La CFDT*, Numéro spécial Restructuration, décembre.
- Raveyre M.** (à paraître), « Restructurations, grands groupes et territoires, -de l'utilité de la construction d'espaces de coordination localisés- », *Géographie, Economie et Société*, numéro spécial *Economie de la Proximité*.
- Raveyre M.** (à paraître), « La construction de réseaux locaux, le cas de la politique territoriale de Saint-Gobain », *Sociologies Pratiques*, numéro thématique « Les réseaux sociaux des organisations », n° 13.
- Ughetto P.** (2005), « Action dans l'entreprise et engagement dans le travail. Une sociologie économique de l'acteur au travail », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n° 46, 2^{ème} semestre.
- Zarifian P.** (2005), Stratégies, réorganisations et compétence à La Poste, *Revue de l'IRES*, n° 48, pp. 71-100.

Documents de travail et rapports de recherche

- Grimault S., Pernet J.-M., Ughetto P.** (2005), *Réforme, réactions, réactivité. Trois directions du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie*, rapport pour l'Institut de la gestion publique et du développement économique, ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, février.
- Raveyre M.**, (2005) « Grandes entreprises, développement local et accompagnement social des restructurations - Contribution à l'élaboration d'outils d'évaluation », décembre, *Document de travail IRES*, n° 05 04.

GROUPE « REVENU SALARIAL »

*Pierre CONCIALDI, Jacky FAYOLLE, Antoine MATH,
Jean-Marie PERNOT, Carole TUCHSZIRER, Pierre VOLOVITCH*

Les travaux menés par les membres du groupe en 2005 s'inscrivent dans la poursuite de ceux menés antérieurement, une grande partie de l'activité étant toujours imprimée par les engagements contractuels. Ces travaux portent très traditionnellement sur les différents "domaines" ou "fonctions" de la protection sociale, mais également sur la question des revenus, à travers des sujets tels que les travailleurs pauvres ou les dynamiques salariales. Ces travaux relèvent pour la plupart de trois axes transversaux qui ont été tracés par le Programme scientifique à moyen terme : les interactions entre les différents domaines de la protection sociale, les interactions entre emploi et protection sociale et les analyses comparatives internationales (qui, via l'extension à des espaces géographiques jusqu'alors peu étudiés, sollicitent l'approfondissement des réflexions méthodologiques). Les travaux réalisés ont été pour la plupart à cheval sur ces trois axes. Si ces activités s'inscrivent bien dans les ambitions du Programme scientifique à moyen terme, elles restent contraintes du fait des moyens humains relativement limités au sein du groupe et de l'engagement de ses membres dans des projets s'inscrivant dans le programme d'autres groupes (notamment les groupes *Emploi et Relations professionnelles*).

La plupart des travaux ont donc continué à porter sur les secteurs de la protection sociale considérés isolément, souvent à travers des approches comparatives. Mais nombre d'entre eux ont traité des interactions entre les différents secteurs de la protection sociale, ou entre l'emploi et certains secteurs de la protection sociale. Logiquement ces travaux ont été souvent menés en collaboration avec des membres des autres groupes ou des chercheurs extérieurs.

1. Interactions entre secteurs de la protection sociale et l'emploi

a. Retraites et revenus d'épargne salariale longue

Pierre CONCIALDI, Antoine MATH, Jean-Marie PERNOT

Dès lors qu'une grande partie de l'activité des membres du groupe est orientée par les activités contractuelles, l'investissement limité sur de nouveaux travaux concernant les retraites s'explique par l'absence de projets impulsés depuis quelques années. Il en va de même de l'épargne salariale. Néanmoins, un suivi de ces deux thèmes continue à être réalisé, qui pourrait être mobilisé en vue d'éventuelles opportunités.

Pierre Concialdi a poursuivi en 2005 un travail de veille et de suivi des réformes des retraites. Il a participé à la réunion annuelle du réseau européen sur les retraites (ENRSP, *European Network for Research on Supplementary Pensions*) qui s'est tenue à Athènes les 15 et 16 septembre 2005. Le thème de la conférence intitulée *Law, policy and cultural background in the occupational pensions context*, a été l'occasion de faire le point sur les récents développements juridiques intervenus au niveau européen en matière de retraites. Cette conférence a été suivie par une réunion du comité exécutif du réseau, dont Pierre Concialdi est membre. Il a été décidé d'organiser la prochaine réunion du réseau à l'automne 2006 à Münster. Le thème général de cette prochaine réunion, qui doit être précisé lors d'une prochaine réunion du comité exécutif, devrait porter sur l'analyse du processus de réformes en cours dans les pays européens.

En termes de publication, la communication présentée à Delhi en novembre 2004 (*Pension Reforms in France and Europe: Trends, Issues and Alternatives*) devrait prochainement être reprise dans un volume présentant les actes de cette conférence. Pierre Concialdi a aussi publié un livre visant à capitaliser sous une forme vulgarisée et accessible à un public non spécialiste les travaux accumulés depuis plusieurs années autour de la question des retraites. Par ailleurs, Pierre Concialdi coordonne avec une chercheuse québécoise un numéro de la *Revue de l'observatoire franco-québécois de la solidarité et de la santé* consacré à la retraite et dont la publication est prévue pour l'automne 2006. Enfin, il est aussi l'un des contributeurs à un numéro spécial sur les retraites de la *Review of Political Economy* dont la publication est prévue pour 2006.

La montée en charge des nouveaux plans d'épargne salariale orientés vers la retraite au cours des années récentes a été produite aussi bien par la loi Fabius de 2002 que par la réforme des retraites de 2003. Elle est appréhendée à travers l'enquête annuelle de la DARES sur l'épargne salariale dont les modalités ont été modifiées en 2002. Ce suivi sur échantillon ne permet pas d'aller dans un détail significatif de même que le développement de l'intéressement est appréhendé sans que l'on sache quelle partie de celui-ci s'oriente vers l'épargne et quelle part est retirée et adjointe au salaire courant. De grandes données sont fournies également par les prescripteurs d'épargne salariale mais il conviendrait de stimuler la demande publique dans ce domaine. Il est difficile pour l'IRES d'entreprendre une telle démarche d'enquête, nécessairement lourde, sans l'appui d'un contrat de recherche à l'image de celui initié en 1999 par la MiRe. Jean-Marie Pernot poursuit en attendant un travail documentaire sur le sujet qui peut donc être rapidement activé dès lors que des opportunités s'offriraient.

Antoine Math a valorisé lors d'un séminaire à Recife ses travaux sur la comparaison des réformes des systèmes de retraite dans l'UE et leurs effets sur les revenus des personnes âgées (une publication est prévue). En lien avec Samia Benallah (CEPN, Université Paris 13), le travail sur les effets futurs des réformes intervenues en France a été poursuivi. Ce travail porte sur l'un des volets de

l'interaction entre emploi et protection sociale (dispositifs de chômage, pré-retraites, pensions de retraite), plus précisément sur la question des effets pour les personnes connaissant une interruption précoce d'activité. Un article est paru dans *La Revue de l'IREs*.

b. Chômage, indemnisation, service public et recherche d'emploi

Pierre CONCIALDI, avec Solveig GRIMAULT (Groupe Travail),

Carole TUCHSZIRER, avec Yannick FONDEUR (Groupe Emploi)

Carole Tuchszirer travaille sur la thématique centrale de l'indemnisation du chômage et des réformes du service public de l'emploi. Les évolutions en cours sont au centre de l'interaction de l'emploi et de la protection sociale. La mise en place de la convention de reclassement personnalisé pour les salariés licenciés économiques a été l'occasion de revenir sur la place et l'efficacité des dispositifs publics de reclassement. C'est dans le cadre du séminaire « Restructurations » qu'est venue s'inscrire cette réflexion pour illustrer la spécificité des modes d'accompagnement des restructurations en France. Par ailleurs, la création des maisons de l'emploi, dont le principe repose sur un regroupement des agences locales pour l'emploi (ALE) et des ASSEDIC, contribue à nourrir les réflexions sur les rapports entretenus entre les problématiques d'emploi et de protection sociale. La convention tripartite qui devrait voir le jour en 2006 entre l'Etat, l'ANPE et l'UNEDIC permettra de préciser la nature des rapprochements prévus entre les institutions de placement et d'indemnisation des chômeurs. Cette convention interviendra à la suite du renouvellement de la convention d'assurance-chômage entre les partenaires sociaux dans un contexte financier délicat. L'année 2006 sera ainsi l'occasion de faire le point sur les enjeux qui entourent l'actuelle réforme du service public de l'emploi en lien avec l'UNEDIC. Les travaux réalisés avec Yannick Fondeur sur la place du *e-recrutement* dans l'activité des intermédiaires du marché du travail ont déjà permis d'aborder cette question qui fera l'objet d'une réflexion plus large sur les transformations du marché du travail (voir *Groupe Emploi*).

Pour 2006, le travail engagé sur le recrutement en ligne devrait se poursuivre, toujours en collaboration avec Yannick Fondeur. Il recouvre une dimension de veille sur le sujet. Il est par ailleurs hautement probable qu'au cours de cette année l'ANPE envisage de lancer une seconde étude sur le sujet.

En 2005, l'IREs, par l'intermédiaire de Pierre Concialdi et Solveig Grimault, a poursuivi sa collaboration dans le cadre du projet LAW financé par la Commission européenne. Cette collaboration s'est traduite par la réalisation de plusieurs rapports de recherche et la participation à la conférence internationale du réseau de recherches qui s'est tenue à Rome au mois de novembre. Les travaux du projet ont notamment porté sur l'e-administration et le e-learning. Il s'agissait en particulier d'analyser quelle pouvait être la contribution des

nouvelles technologies à la formation des chômeurs et des catégories les plus en difficulté, sur le marché du travail. Ce projet s'achève en 2005 et il n'est pas prévu de le prolonger.

c. Politiques sociales en direction des familles et inégalités de genre

Antoine MATH, avec Christèle MEILLAND (Groupe Emploi)

Sur ce sujet à l'intersection des questions de revenu, d'emploi et de protection sociale, Antoine Math et Christèle Meilland ont eu une importante activité consacrée à la réalisation et à la valorisation par des articles, des communications et des formations de travaux comparatifs portant respectivement sur les politiques familiales en Europe et leurs évolutions, les congés destinés aux parents et leurs effets quant aux inégalités entre femmes et hommes dans les sphères professionnelles et privées et, enfin, le rôle d'incitation des transferts sociaux sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple (sur ce dernier sujet, cf. groupe emploi).

Antoine Math et Christèle Meilland, avec Jeanne Fagnani (directrice au CNRS), ont préparé un projet pour approfondir et actualiser la comparaison des politiques familiales et de leurs évolutions dans une dizaine de pays européens. Ce projet basé sur la méthode des cas-types a été soumis à la CNAF. Il inclut un volet visant à approfondir plus particulièrement la comparaison France-Allemagne notamment en ce qui concerne les dispositifs légaux et conventionnels d'articulation entre vie privée et vie professionnelle. La réponse définitive à la proposition faite à la CNAF sera connue au premier trimestre de l'année 2006.

d. Politiques migratoires et normes sociales

Antoine MATH, avec Alexis SPIRE (CNRS et CERAPS, Université de Lille 2)

Les travaux également à l'intersection entre emploi et protection sociale portent sur les politiques migratoires et leurs effets sur les normes d'emploi et de protection sociale, effets sur les normes appliquées aux migrants concernés eux-mêmes mais aussi sur les normes de l'ensemble du monde du travail. L'hypothèse de recherche est d'analyser la relation entre les conditions juridiques et sociales faites aux migrants, leur accès plus ou moins ouvert à la protection sociale et à l'emploi et les effets sur les normes pratiquées. Dans ce cadre, plusieurs approches, liées les unes aux autres, sont explorées en parallèle.

Antoine Math, en lien avec les questions de non recours (cf. infra), suit depuis plusieurs années avec des chercheurs extérieurs à l'IRES les débats et les développements sur la question de l'accès des migrants à la protection sociale, un thème qui pourrait être mobilisé à l'occasion de futurs appels d'offre.

Les analyses entamées à partir de 2004 par Antoine Math et Alexis Spire (chercheur au CNRS, CERAPS-Université Lille 2) sur les liens entre statuts juridiques des étrangers et risques pour les normes d'emploi et de protection sociale, en particulier de la catégorie de « salarié détaché », se sont poursuivies. Antoine Math a notamment approfondi à travers plusieurs publications les enjeux du recours accru aux travailleurs détachés dans le cadre d'une prestation transfrontalière de services, et les effets sur les normes sociales à travers la mise en concurrence directe sur un même territoire de systèmes sociaux différents. L'un de ces travaux paru dans la *Revue de droit sanitaire et social* montre comment l'application de la règle du pays d'origine pour le paiement des cotisations sociales peut s'avérer très préjudiciable au financement des systèmes de protection sociale et représente un risque supplémentaire d'abaissement vers le bas des protections. Il est envisagé de poursuivre ce travail d'analyse, en l'articulant notamment avec un suivi des développements en cours ou en projet aux niveaux national, européen et mondial.

e. Santé et assurance maladie

Pierre VOLOVITCH

▪ *Comparaisons internationales des systèmes d'assurance maladie*

Pierre Volovitch réalise un travail de comparaison internationale sur les réformes de systèmes de santé « Bismarckiens » – en fait hollandais, allemand, autrichien – à la demande de la mission « internationale » de la DREES. Plusieurs déplacements ont eu lieu en Allemagne et aux Pays-Bas en 2004 et en Autriche en 2005. Le travail poursuivi a consisté par ailleurs à dépouiller, organiser, traduire la documentation collectée dans les trois pays. Au delà de la description des réformes, un travail a été réalisé sur la « concurrence ». Aux Pays-Bas et en Allemagne, les discours sur la réforme sont construits sur l'idée qu'il faut introduire des mécanismes de concurrence (organisée) dans les systèmes d'assurance maladie tandis qu'une telle option n'est pas envisagée dans le cadre de la réforme autrichienne. L'étude a été menée en essayant, autant que faire ce peut, d'intégrer au raisonnement les prises de positions des acteurs, et en particulier les syndicats de salariés.

Des articles ont été publiés (dans la publication *Etudes et Résultats* de la DREES) et un séminaire interne de la DREES s'est tenu sur le sujet. Un autre article est à venir dans la *Revue française des affaires sociales*.

Les travaux précédents ont été un des éléments qui ont nourri le numéro spécial de la chronique internationale sur les réformes des systèmes d'assurance maladie (novembre 2004) et des *Entretiens de l'IREs* en février 2005.

▪ *La réforme française de l'assurance maladie*

La loi portant réforme de l'assurance maladie, votée en août 2004, a commencé à être mise en application à partir de l'année 2004 et le début de l'année 2005 (signature de la convention médicale en décembre 2004). Le travail continu de suivi de la réforme, des questions posées, des débats menés a servi de base à de très nombreuses interventions de Pierre Volovitch faites en qualité de chercheur de l'IRES (Lasaire, administrateurs des caisses de la MSA, FNMF, UNIOPSS, IPSE, etc.).

▪ *La couverture maladie complémentaire et l'aide médicale d'Etat (AME)*

A la fois dans le cadre de la réforme, mais aussi parce que ces dispositifs ont leurs problèmes propres, Pierre Volovitch a réalisé un travail sur la CMU et l'AME. Sur ce dernier dispositif, un article est paru dans la *Revue de Droit Sanitaire et Social*. Sur la CMU, un projet a été proposé dans le cadre d'un appel d'offre du fonds de financement de la CMU, mais sans succès.

f. Protection sociale, travail et relations professionnelles

▪ *Le paritarisme et la gouvernance de la protection sociale*

Pierre VOLOVITCH, avec Catherine VINCENT (groupe Relations Professionnelles)

Pierre Volovitch et Catherine Vincent ont répondu à un appel d'offre de la MiRe sur la "gouvernance" de la protection sociale en proposant un travail sur les administrateurs syndicaux des caisses de sécurité sociale. L'année 2006 sera largement consacrée à ce travail dont la dimension *Relations professionnelles* est centrale, mais qui, portant sur plusieurs branches (maladie, famille, vieillesse...) pourrait aussi permettre d'éclairer d'un autre jour les spécificités entre différentes sphères de la protection sociale et leurs interactions.

▪ *Réactivité sociale au sein du Minefi*

Jean-Marie PERNOT, avec Solveig GRIMAUULT et Pascal UGHETTO (Groupe Travail)

Jean-Marie Pernot a réalisé, en collaboration avec des membres du groupe Travail, l'étude conduite sur le changement au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minéfi). Outre l'étude elle-même (voir sa présentation bilan), Jean-Marie Pernot a répondu à de nombreuses sollicitations de valorisation de ce travail : deux interventions devant les cadres dirigeants du Minéfi, cinq devant des cadres supérieurs dans différents cycles de formation de l'Université des cadres (Unica) du ministère. Ces interventions ont permis une très large diffusion du rapport de l'étude qui participe désormais du débat social autour des réformes. De même, il a été présenté lors d'un débat avec un

représentant du Secrétaire général du Minéfi à l'Observatoire des cadres (CFDT-cadres) lors d'un séminaire ouvert en novembre 2005.

2. Salaires et revenus

Condition et dynamique salariales, inégalités et pauvreté

Pierre CONCIALDI, Jacky FAYOLLE

Pierre Concialdi a poursuivi en 2005 le travail d'analyse et de suivi des questions salariales. Une première étude a porté sur l'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis 25 ans (« Le niveau de vie des salariés : de la "modération" à la régression ? »). Cette étude met en évidence, à travers la confrontation de divers indicateurs, la forte dégradation de la condition salariale que l'on observe depuis la fin des années soixante-dix. Un autre article publié dans la revue *L'économie politique*, dans le cadre d'un dossier spécial sur la pauvreté, analyse l'évolution de la pauvreté laborieuse et souligne les limites et les contradictions des politiques publiques développées pour tenter d'enrayer ce phénomène.

Pierre Concialdi et Jacky Fayolle participent activement à la réflexion en cours du CNIS (Conseil National de l'Information Statistique) sur l'amélioration de l'observation et de la mesure des inégalités et de la pauvreté au sein d'un groupe de travail *ad hoc*, présidé par Jacques Freyssinet. La mise sur pied de ce groupe fait suite à l'assemblée plénière du CNIS, en février 2005, qui avait mis ce point à son ordre du jour : les interventions conjointes des syndicalistes et de Jacky Fayolle lors de l'assemblée ont permis de faire avancer ce dossier.

Jacky Fayolle a contribué au rapport livré au Commissariat Général du Plan sur le thème *Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe* (cf. projet transversal *Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale*).

3. Dimensions internationales

La dimension internationale est évidemment au centre des nombreux travaux comparatifs menés par les membres du groupe et déjà mentionnés précédemment (retraites, chômage, politiques familiales, enjeux sociaux des politiques migratoires, santé et assurance maladie). Par ailleurs, les membres du groupe participent à d'autres travaux comparatifs ou encore ayant d'autres dimensions internationales (collaborations avec l'étranger, regards sur certains pays étrangers), mais ne portant pas spécifiquement ou pas seulement sur la protection sociale.

a. Les développements de la protection sociale dans l'Union européenne

Antoine MATH

Antoine Math poursuit une fonction de “veille” sur les développements en matière de protection sociale au niveau communautaire, toujours dans l’objectif de poursuivre sa réflexion autour des interactions entre les développements au niveau de l’UE dans un domaine où cette dernière a des compétences limitées en matière de normes contraignantes et les réformes prises au niveau des Etats membres.

b. Accès aux droits, discriminations et non recours aux prestations sociales

Antoine MATH

Antoine Math participe depuis trois ans au projet Exnota (*Exit From and Non-Take Up of Public services. A Comparative Analysis : France, Greece, Spain, Germany, Netherlands, Hungary*) financé par la Commission européenne dans le cadre du 3^{ème} appel d’offre du 5^{ème} Programme communautaire de recherche, développement et technologie (PCRD) et consacré aux questions d’accès aux droits, de non-recours aux prestations sociales, de discriminations et de défection aux services publics. Ce projet réunit 6 équipes nationales sous la direction du CERAT de Grenoble et s’achèvera en 2006. Deux ensembles de questions ont été approfondis : d’une part la question de l’émergence (et des conditions d’émergence) de la thématique du non recours et de l’accès aux droits dans les différents pays étudiés, d’autre part la question de l’appréhension et des mesures du phénomène. Sur ces questions, des rapports, comprenant à la fois des rapports nationaux et des rapports comparatifs de synthèse, ont été achevés en 2005. Ils sont accessibles sur un site internet consacré à l’ensemble des travaux (www.exnota.org).

c. Réseau RECEPTIS (Réseau Euromed de Confrontation et d'Etude Prospectives sur Travail, Innovation et Droits Sociaux)

Jacky FAYOLLE

Ce réseau associe des instituts de recherche, des organisations syndicales et des ONG à caractère social des rives nord et sud de la Méditerranée et qui travaille désormais en coopération avec le *Forum syndical Euromed*. Jacky Fayolle, qui participe à la coordination du réseau, est chargé d’impulser en son sein un travail sur *Marchés du travail, délocalisations et migrations au sein du bassin euroméditerranéen*.

d. Les enjeux socio-économiques en Turquie*Antoine MATH*

Antoine Math a entamé fin 2005 un projet de suivi des questions économiques et sociales en Turquie, notamment dans la perspective d'être apte à écrire sur ce pays pour la *Chronique internationale*. Ce suivi peut se justifier du seul fait de l'importance économique, démographique et politique de ce pays pour l'Union européenne quel que soit l'avenir que cette dernière lui réservera. Mais il est dicté également par le fait que les informations données sur ce pays par les médias et les chercheurs francophones concernent les aspects internationaux (adhésion à l'UE, OTAN, Grèce, Chypre, Irak, etc.) ou les questions plutôt « sociétales » (droits de l'Homme, femmes, kurdes, etc.), mais qu'en revanche très peu d'informations est disponible et connue sur les questions économiques et sociales (réformes du marché du travail, retraites, acteurs sociaux, etc.). Des premiers contacts sont pris avec des chercheurs spécialisés pour envisager des publications et des collaborations. Surtout, ce projet passe par une phase nécessairement longue d'apprentissage de la langue turque, de défrichage et d'accumulations d'informations et d'analyses sur les dimensions économiques et sociales de ce pays et la réussite de ce projet de longue haleine est encore forcément très incertaine.

e. La protection sociale dans les puissances émergentes : Chine et Inde*Pierre CONCIALDI*

L'IRES par l'intermédiaire de Pierre Concialdi est associé à un "Programme international de coopération scientifique" (PICS) subventionné par le CNRS pour une durée de trois ans (2005-2007). Ce projet pluridisciplinaire associant des économistes et des sociologues s'inscrit dans le prolongement et l'approfondissement des collaborations nouées dans le cadre d'échanges universitaires franco-chinois et de la constitution d'un réseau financé par la Commission européenne (2002-2005). Il implique des chercheurs français, britanniques et chinois. Le premier objectif du projet est d'analyser les conditions de mise en oeuvre des politiques publiques sur le plan local dans des zones ayant été frappées par d'importantes restructurations industrielles. Un deuxième aspect de la recherche concerne l'étude des trajectoires et des stratégies développées par les personnes privées d'emploi et en emploi précaire pour subvenir à leurs besoins et assurer leur sécurité d'existence. Enfin, sur le plan méthodologique, ce projet a aussi pour objectif d'aboutir à la constitution d'un glossaire franco-chinois de la protection sociale, en s'inspirant des travaux réalisés par la MIRE il y a quelques années. Cette première année a été consacrée au lancement du projet, avec la réalisation des premières enquêtes de terrain en Chine, et aussi en partie en France. Elle a aussi permis d'identifier une première liste d'une cinquantaine de termes permettant de caractériser les dispositifs, les politiques et les institutions de protection sociale en Chine. Les enquêtes de terrain doivent se

poursuivre en 2006 au Pays de Galles, en France et en Chine et associeront des chercheurs d'au moins deux des pays associés au projet. Pour la réalisation du glossaire franco-chinois sur la protection sociale, le travail de l'année 2006 portera sur la rédaction des fiches spécifiques concernant chacun des termes identifiés. Ce travail sera réalisé en commun avec des collègues chinois.

Les contacts noués grâce à l'aide de la Maison des Sciences de l'homme (MSH) avec des chercheurs et universitaires indiens se sont poursuivis cette année. Ils ont débouché sur l'organisation d'une conférence internationale *Globalisation : Social and Political Dimensions* qui s'est tenue à Delhi en novembre. Pierre Concialdi a présenté à cette conférence une communication (*Restructuring Social Protection in the Context of Globalisation*). Il est prévu d'éditer les actes de cette conférence en 2006.

f. *Syndicalisme international*

Jean-Marie PERNOT

Jean-Marie Pernot poursuit un travail de veille sur les dynamiques du syndicalisme international qui débouchera en 2006 sur un article. Il participe à l'animation d'un séminaire d'historiens du centre d'histoire sociale du XX^e siècle (Paris 1) qui se déroule mensuellement autour des questions du syndicalisme international et qui connaîtra une nouvelle saison en 2006.

Publications

Ouvrages

- Concialdi P.** (2005), *Retraites : on vous ment*, Paris, Mango, Collection En clair.
- Pernot J.M.** (2005), *Syndicats, lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard, Collection Folio actuel – Le Monde.

Participations à des ouvrages collectifs :

- Concialdi P.** (2005), « Conclusion », in *Protection sociale et emploi : regards croisés sur la mondialisation en Europe et en Chine*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Concialdi P.** (2005), « Pension Reforms in France and Europe: Trends, Issues and Alternatives », in R Ramachandra and Hiranmay Dhar (ed.), *Coping with Globalization*, New Delhi Institute of Applied Manpower Research.
- Fayolle J.** (2005), « Commentaire », in *Desindustrialisation, délocalisations*, Lionel Fontagné et Jean-Hervé Lorenzi, Rapport du Conseil d'Analyse Economique, La documentation Française.
- Fayolle J.** (2005), « Les dynamiques salariales », in *Les mutations de l'emploi en France*, IRES, Repères, La Découverte.
- Fayolle J.** (2005), « Regards sur les quatrièmes Entretiens de l'Emploi : migrations internationales et gestion de l'emploi », *Actes des Quatrièmes Entretiens de l'Emploi*, L'Observatoire de l'ANPE.
- Fayolle J.** (2005), « Policy mix in EMU: how well has it managed the European business cycle ? », in *Delivering the Lisbon Goals: The Role of Macro Economic Policy Making*, Andrew Watt ed., ETUI, Brussels.
- Fayolle J.** (2005), « Restructurations d'entreprises et trajectoires individuelles », in *Les mutations des industries et des services*, Dominique Redor et Marie Christine Combes ed., Octares.
- Math A.** (2005), « Changes in Policies Relating to State Aid for Families in Western Europe Since the Beginning of the 1990's » in *Families, Change and Social Policy in Europe*, ministère irlandais des affaires sociales et familiales, (http://www.welfare.ie/topics/eu_pres04/fam_conf/eu_pres_report.pdf).

- Math A.** (2005), « Libéralisation des services, politiques migratoires et normes sociales », in *Immigration et travail en Europe. Les politiques migratoires au service des besoins économiques*, Groupe d'information et de soutien des immigrés, juin.
- Math A.** (2005), « Impacts de l'immigration économique sur les normes sociales », in *Migrations internationales et gestion de l'emploi*, Actes des 4^{èmes} entretiens de l'emploi de l'ANPE, L'Observatoire de l'ANPE (http://www.anpe.fr/observatoire/actes/emploi_migrations_38.html).
- Math A.** (à paraître), « L'évolution des politiques publiques d'aides aux familles depuis le début des années 1990 en Europe occidentale », in Guillemard et alii, *Nouvelles sociologies des politiques sociales*, PUF.
- Pernot J.M.** (2005) « Conflits du public, conflits du privé » dans Denis JM. (dir) : *Le conflit en grève ?* Paris, éditions La Dispute.
- Pernot J.M.** (2005), « Engagements internationaux dans la guerre froide » dans Bressol E., Dreyfus M., Hedde J., Pigenet M. : *La CGT dans les années 1950*, Rennes, Presses universitaire de Rennes, collection Histoire.
- Articles dans des revues à vocation scientifique*
- Concialdi P.** (2005), « Le niveau de vie des salariés : de la «modération » à la régression ? », *Note de CERC-Association*, n° 11.
- Concialdi P.** (2005), « Pauvreté, bas salaires et minima sociaux : pour des réformes structurelles », *L'économie politique*, n° 26, avril-juin.
- Fayolle J.** (2005), « Union européenne : après l'élargissement », *Problèmes Economiques*, n° 2887, La documentation Française, novembre.
- Fayolle J.** (2005), « Restructurations d'hier et d'aujourd'hui : les apports d'un séminaire », *La Revue de l'IREs*, n° Spécial *Restructurations, Nouveaux Enjeux*, n° 47, 2005-1
- Fayolle J.** (2005), « Europe sociale, Europe salariale ? », in *Revue d'Economie Politique*, numéro spécial sur L'Europe sociale, 2005-6, décembre.
- Math A.** (2005), « L'envoi de migrants détachés dans le cadre de la libre prestation de service transfrontalière. Quels risques pour les systèmes de protection sociale ? », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4-2005, juillet-août.

Tuchszirer C. (2005), « Le reclassement des salariés licenciés pour motif économique : responsabilité sociale de l'entreprise ou de la collectivité publique ? », *La Revue de l'IRES*, n° Spécial *Restructurations, Nouveaux Enjeux*, n° 47, 2005-1.

Documents de travail et rapports de recherche

Concialdi P. et **Grimault S.** (2005), « ICT related skills and life-long learning in France », Rapport pour la commission européenne.

Concialdi P. et **Grimault S.** (2005), « E-Government in France », rapport pour la commission européenne.

Fayolle J. (2005), « Restructurations d'hier et d'aujourd'hui : les apports d'un séminaire », *Document de travail de l'IRES*, n° 05.02, juin.

Fayolle J., Husson M., Dufour C., Hege A., Rehfeldt U. (2005), « Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe », *Rapport pour le Commissariat général du Plan*, septembre.

Math A., Meilland C. Simula L. (2005), *Transferts et incitation financière à l'activité du second apporteur de ressources au sein du couple. Une analyse comparative*, rapport de recherche réalisé avec le soutien de la CNAF.

Math A., Slama S., Spire A., Viprey M. (2005), *De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger. Les étudiants étrangers sollicitant un changement de statut à Lille et à Bobigny (2001-2004)*, rapport pour la Direction Population et des Migrations.

Tuchszirer C., Bruggeman F., Paucard D. (2005), « Une analyse des cellules de reclassement par l'examen des jeux d'acteurs » (en collaboration avec), Document de travail IRES, n° 05.03, novembre 2005.

Tuchszirer C., Fondeur Y. (2005), « Internet et les intermédiaires du marché du travail », Rapport réalisé pour l'ANPE.

ACTIVITES ET PROJETS TRANSVERSAUX

Projet « *Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles* ».

Projet « *Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale* »

Actualité internationale des problèmes du travail.

Centre de documentation

PROJET « STRATEGIES ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES, RESTRUCTURATIONS ET POLITIQUES INDUSTRIELLES »

*Jacky FAYOLLE, Carole TUCHSZIRER (groupe Revenu salarial),
Solveig GRIMAULT, Marie RAVEYRE (groupe Travail),
Florence LEFRESNE, Catherine SAUVIAT (groupe Emploi)
Udo REHFELDT (groupe Relations professionnelles)*

1. Le séminaire *Restructurations* et ses suites

Marie RAVEYRE

a. Contenu et méthode

L'objectif du séminaire était de progresser dans l'analyse des dynamiques socioéconomiques des restructurations et d'avancer dans la réflexion quant à leur mode de régulation, d'anticipation et d'accompagnement. Il s'est agi plus particulièrement d'analyser les conséquences des restructurations du point de vue de l'intérêt des salariés et de s'interroger quant aux modes d'intervention des différents types d'acteurs. *Dans quelle mesure les restructurations actuelles sont-elles différentes de celles du passé et, dès lors, comment agir efficacement pour en contrer les effets négatifs, suivant quelles modalités ?* Autour de cette question centrale plusieurs axes thématiques ont été abordés : analyse des dynamiques d'évolution des restructurations ; impact économique, social et territorial ; évaluation de l'efficacité des cadres légaux et des dispositifs d'accompagnement existants.

La méthode choisie a été de créer un espace de réflexion collective. Pour cela ont été organisées des journées thématiques, rassemblant des chercheurs de spécialités différentes (économie, sociologie, droit, gestion), des syndicalistes (l'ensemble des organisations syndicales de salariés), des représentants de différentes institutions (ministères, services de l'Etat), des acteurs d'entreprises et des consultants. Le séminaire s'est inscrit dans une perspective de recherche-action, fondée sur le débat entre les acteurs. Ceux-ci se sont prêtés à l'exercice, souvent en allant au-delà de leur champ habituel, qu'il s'agisse pour les praticiens de conduire une réflexion générale à partir de leur expérience, ou pour les chercheurs d'élargir leur thématique. Outre l'état des lieux des études et recherches sur la question, ce travail collectif a permis de produire de nouveaux éléments d'analyse.

b. Bilan et perspectives

Le Séminaire a comporté huit journées, d'octobre 2003 à juin 2005. Près de 40 intervenants ont fait une communication dans ce cadre et l'ensemble des huit journées ont rassemblé environ 300 participants. Deux journées ont eu lieu en 2005. La dernière journée, sur des études de cas de différents pays, a été réalisée en collaboration avec l'IDHE, dans le cadre d'une Action Concertée Incitative (ACI) conventionnée avec le ministère de la Recherche, au sein du programme « Normes, pratiques et régulations des politiques publiques ».

Le séminaire a donné lieu à une publication dans un numéro spécial de *La Revue de l'IRES* : « Restructurations, nouveaux enjeux », coordonné par Marie Raveyre. Des publications complémentaires ont été réalisées dans les *Documents de Travail de l'IRES* ; d'autres sont prévues, notamment sur le thème de la comparaison internationale. Une matinée des *Entretiens de l'IRES* a été consacrée aux restructurations, avec l'organisation d'un débat au Conseil Economique et Social, en octobre 2005 (125 participants).

Dans le prolongement des travaux engagés, il s'agira désormais d'approfondir la réflexion plus spécifiquement dans la perspective de comparaison internationale. Le projet intégré CAPRIGHT, associant plusieurs partenaires européens et retenu par la Commission Européenne dans le cadre du sixième Programme cadre de recherche développement (cf. *infra*) pourra être le cadre d'accueil de partenariats et de collaborations définis à cette fin.

Programme du Séminaire et des Entretiens Restructurations en 2005

7^{ème} journée, jeudi 14 avril 2005. Restructurations et action publique - cadres institutionnels et pratiques d'acteurs

Présidents : Sébastien Dupuch (Assistant au Secteur Economique de la CGT-FO), Jacques Freyssinet (Professeur Université Paris 1, Centre d'Etudes de l'Emploi).

- Claude Emmanuel Triomphe (Délégué Général Université Européenne du Travail) : « Acteurs sociaux et acteurs publics en Europe face aux restructurations : diversité et convergences ».
- Brigitte Reynes et Christine Vicens, (LIRHE - Université de Toulouse 1) : « Les restructurations en France : une nouvelle configuration dans l'espace européen ? ».
- Franck Aggeri et Frédérique Pallez (Centre de Gestion Scientifique, Ecole des Mines de Paris) : « Restructurations, délocalisations : la place de l'action publique ».
- Francis Ginsbourger (consultant Cabinet Développement Social et Organisation, Chercheur Associé au CGS) : « Anticipation des restructurations et cadres de la politique publique ».
- Frédéric Bruggeman (Consultant Syndex) et Carole Tuchsirer (Chercheuse IRES) : « Privé/public : une analyse des cellules de reclassement par l'examen des jeux d'acteurs ».

8^{ème} journée, jeudi 30 juin 2005, Une perspective internationale sur les pratiques en matière de restructuration.

Présidents : Hervé Gosselin (Adjoint au chef de la Mission Interministérielle aux Mutations Economiques, Administrateur civil), Annette Jobert. (CNRS, IDHE), Claude Didry (CNRS, IDHE).

- Michel Coutu (Professeur agrégé de droit, Université de Montréal Département de relations industrielles, Québec) : « Restructurations et fermetures d'entreprise au Québec : Un cas d'absentéisme juridique ? ».
- Jean-Michel Bonvin (Professeur de sociologie à l'Université de Genève en Suisse) : « Restructurations d'entreprise et droits des travailleurs, Le cas de l'industrie métallurgique en Suisse ».
- Simon Deakin (Professeur de droit, Université de Cambridge, Centre for Business Research, Grande-Bretagne) : « Le cas Rover : restructuration de l'entreprise dans un contexte neo-liberal ».
- Martin Heidenreich (Professeur de sociologie à l'Université de Bamberg en Allemagne) : « Le rôle des syndicats dans les processus de restructuration au niveau territorial : les cas de Leipzig et Nuremberg ».

Entretiens de l'IRES : Restructurations, nouveaux enjeux, 27 octobre 2005, au Conseil Economique et Social

- **Ouverture** : Bernard Devy Questeur au Conseil Economique et Social et Jean-Pierre Moussy Président de l'IRES (juillet 2003 – juillet 2005).

- **Tables rondes** :

Animateur : Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives Economiques.

Table-ronde 1 : “Les restructurations, objet de dialogue social ? De la France à l'Europe”.

Marcel Grignard secrétaire national de la CFDT ; Emmanuel Julien Directeur adjoint de la direction des Relations Sociales du MEDEF ; Danielle Kaisergruber Experte auprès de la Commission Européenne ; Marie Raveyre chercheuse à l'IRES.

Table-ronde 2 : “Quel partage des responsabilités de reclassement ?”

Antoine Lyon-Caen professeur de droit à l'Université Paris X Nanterre ; Jean-Claude Quentin secrétaire confédéral de la CGT-FO ; Thierry Le Paon secrétaire général CGT de l'Union Départementale du Calvados ; Carole Tuchsirer chercheuse à l'IRES.

- **Conclusion** : Pierrette Crosemarie, Présidente de l'IRES.

2. Gouvernance et restructurations

*Florence LEFRESNE, Catherine SAUVIAT, Solveig GRIMAUULT, Jacky FAYOLLE
Carole TUCHSZHIRER*

Au cours de l'année 2005, la mise en œuvre du programme transversal « Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles » a pu s'amorcer par la réponse à un appel d'offre de la DARES sur le thème des restructurations. Le projet « Modes de gouvernance, pratiques d'anticipation et régimes de restructuration : une approche comparative », présenté par l'équipe IRES en collaboration avec l'IDHE (C. Didry, A. Jobert) a été retenu en juillet 2005 et nous engage sur dix-huit mois.

▪ *La problématique du projet*

La problématique de l'anticipation des restructurations renvoie à la prise de décision stratégique. Selon les systèmes nationaux de gouvernance d'entreprise et des rapports de pouvoir en vigueur au sein des entreprises, cette prise de décision, qui reste l'apanage exclusif des directions d'entreprise, peut faire l'objet d'un processus négocié d'anticipations partagées entre "parties prenantes", à partir d'un cadre commun d'informations, de procédures et d'espaces de consultation. La question posée est de savoir si ces pratiques d'anticipation, ancrées dans des systèmes de gouvernance et de relations professionnelles de même que dans des dispositifs de formation et un encadrement juridique spécifiques, produisent des régimes de restructuration distincts (ampleur, fréquence et modalités des opérations).

▪ *La méthodologie choisie*

La décennie 1990 constitue la période d'observation privilégiée, les changements du point de vue de la gouvernance des entreprises et des caractéristiques des restructurations ayant particulièrement marqué la période, au moins en Europe. La problématique sera testée à partir d'une enquête monographique sur le groupe Alstom, en proie à des restructurations qui ont touché le groupe en France et dans un certain nombre de ses filiales à l'étranger. Notre problématique nous a conduits à retenir des pays où les systèmes nationaux de gouvernance et de relations professionnelles d'une part et les dispositifs publics de formation et d'encadrement des restructurations d'autre part, contrastent avec la logique française (la Suède, l'Allemagne et la Pologne). L'objet de ces monographies sera de chercher à qualifier et à articuler plusieurs dimensions de l'analyse :

- les systèmes nationaux de gouvernance (au sens large) et les dispositifs existants en matière d'aide et d'accompagnement aux restructurations au niveau territorial.

- les modes de gouvernance et les pratiques d'anticipation propres à l'entreprise : processus et instances d'information-consultation des salariés, formes de gestion des compétences, modalités de gestion prévisionnelle des emplois et de formation professionnelle, afin de caractériser les circuits de pouvoir et de décision présidant aux opérations de restructuration.
- les régimes de restructuration : ampleur, fréquence et formes des opérations mais aussi poids et modalités de la négociation à l'occasion de ces opérations.

Les monographies s'appuieront sur un ensemble d'entretiens : 1/ au niveau du groupe avec les cadres dirigeants (direction financière et des ressources humaines) et avec les représentants des salariés au comité de groupe ; 2/ au niveau territorial, avec des responsables de sites, des représentants des organisations syndicales et des responsables des services publics de l'emploi ; au niveau des filiales étrangères, auprès de leurs équipes dirigeantes, des représentants des salariés et responsables des institutions territoriales et locales en charge des politiques publiques d'emploi.

3. L'inscription de l'IRES dans un projet européen intégré

*Jacky FAYOLLE, Solveig GRIMAUULT, Florence LEFRESNE, Marie RAVEYRE,
Catherine SAUVIAT*

Le Projet Intégré CAPRIGHT (*Ressources, droits, capacités : à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe*) coordonné par l'IDHE et regroupant 22 laboratoires de recherche dans 13 pays de l'Union européenne a fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission et a donc été retenu : il devrait démarrer pratiquement à l'automne 2006. Il repose, dans une optique pluridisciplinaire, sur l'intégration de deux approches théoriques : celle des régimes de ressources (B. Friot) et celle de l'inégalité des "capabilités" (A. Sen). Les études empiriques programmées portent sur trois domaines principaux : les inégalités de genre, les trajectoires professionnelles et les restructurations. L'IRES participera à deux ateliers du projet. Il s'agira, d'une part d'examiner, notamment à partir des monographies réalisées chez Alstom, les liens entre trajectoires professionnelles et restructurations. Il s'agira d'autre part, notamment à partir des monographies réalisées chez Saint-Gobain, d'éclairer le champ de la politique publique et des acteurs locaux en matière de restructuration. Nous prévoyons enfin la tenue d'un séminaire IRES, restituant les travaux empiriques à partir d'une confrontation des approches des différents acteurs de terrain (syndicalistes, responsables de ressources humaines, responsables de formation, experts, chercheurs).

PROJET « ANCIENNES ET NOUVELLES FORMES DE REMUNERATIONS SALARIALES »

*Jacky FAYOLLE, Jean-Marie PERNOT (groupe Revenu salarial),
Christian DUFOUR, Adelheid HEGE, Udo REHFELDT (groupe Relations professionnelles)
Michel HUSSON, Catherine SAUVIAT (groupe Emploi)*

Ce projet s'est engagé avec la livraison au Commissariat Général du Plan du rapport réalisé par Jacky Fayolle, Michel Husson, Christian Dufour, Adelheid Hege, Udo Rehfeldt et Jean Beuve et intitulé *Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe*. Il s'agit d'une recherche réalisée dans le cadre d'un appel d'offres lancé par le CGP en 2003 sur les relations professionnelles. Sa réalisation a conduit à associer et faire interagir les compétences de l'IRES dans les deux champs des relations professionnelles et de la macroéconomie salariale. Le mode de valorisation du rapport est en cours de discussion avec le CGP. L'équipe de l'IRES qui a réalisé ce travail envisage des prolongements, y compris éditoriaux, à l'échelle européenne. Le contenu du rapport est résumé par l'encadré ci-dessous.

Au-delà de ce rapport d'étape, ses apports seront mobilisés et développés pour nourrir le projet concernant l'ensemble des modalités de la rémunération salariale et leur évolution. Le travail de veille effectué par Jean-Marie Pernot sur l'épargne salariale sera également mobilisé à cette fin. Par ailleurs, plusieurs livraisons récentes de l'agence d'objectifs de l'IRES viennent également nourrir cette réflexion, à propos plus précisément des pratiques locales de négociation salariale et de l'individualisation des salaires. Une journée de présentation de ces travaux pourrait avoir lieu en cours d'année et inaugurer un travail suivi.

Résumé du rapport « *Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe* »

Les typologies classant les systèmes nationaux de négociations salariales sont basées sur des critères d'ordre principalement institutionnel. Elles ne rendent pas aisément compte des pratiques nationales, qui ne découlent pas de ces seuls traits institutionnels. Elles procurent néanmoins une certaine vision du mouvement conjoint des systèmes nationaux. Il n'apparaît pas de franche convergence de ces systèmes en Europe sous la pression de l'intégration marchande et monétaire. On assiste plutôt à une altération générale, qui dégrade leurs principes fondateurs, notamment sous l'impact du chômage.

La tendance à la décentralisation des négociations salariales s'avère commune à la plupart des pays européens. Mais elle est corrigée par des modes d'intervention publique ou de concertation tripartite, qui restent suffisamment spécifiques pour maintenir de la variété entre systèmes nationaux. La gouvernabilité du système de négociation salariale, définie comme le degré d'obligation qu'imposent aux niveaux inférieurs les négociations de niveau supérieur, est une propriété recherchée : elle améliore la prédictibilité des négociations et la confiance dans leurs résultats. Elle n'est pas garantie par une recette simple, de type libérale ou monétariste.

Les branches peuvent-elles constituer, à l'échelle européenne, un espace pertinent de négociation collective, en trouvant sur cet espace élargi le second souffle qu'elles n'ont plus au niveau national ? La portée limitée des tentatives syndicales de coordination sectorielle des négociations salariales au sein de l'Union européenne suggère une réponse sceptique. Le problème n'est pas tant les résultats limités que les obstacles qu'ils révèlent : les branches entretiennent, d'un pays à l'autre, des relations fort variables avec les autres niveaux de représentation et les enjeux sociaux traités au niveau sectoriel ne sont pas aisément compatibles entre pays. Les grandes entreprises internationalisées n'accordent plus la même importance à la résorption des disparités internes à la branche ; elles en usent plutôt puisque le prix est un argument de sélection des sous-traitants. La branche n'est plus alors un lieu premier de formation de la cohésion sociale. La solidarité de branche n'a plus l'importance stratégique qu'elle pouvait avoir dans une économie administrée et protégée. La priorité à l'entreprise distend les solidarités entre salariés d'une même branche et réduit les effets de diffusion des acquis salariaux à partir des bastions syndicaux.

L'ensemble de ces évolutions favorise un "retour du marché" dans la détermination des salaires. Le marché s'insinue dans le déroulement de la négociation collective et pèse sur ses résultats. La structure des salaires était auparavant conditionnée par la capacité des entreprises leaders à faire prévaloir leur politique salariale : les conventions collectives, en ordonnant la concurrence intra-sectorielle et en favorisant la diffusion des normes salariales, contribuaient à cette validation des "marchés internes" propres aux grandes entreprises par les effets d'entraînement exercés sur le "marché externe". Désormais, aussi bien le "salaire de réservation" du candidat à l'emploi que la "biographie salariale" du travailleur sont bien plus sensibles aux conditions de marché gouvernant l'accès à l'emploi. Aux effets propres au marché du travail s'ajoute l'impact de la prise en compte accrue des performances commerciales et financières des entreprises.

La décentralisation de la négociation salariale ne signifie pas la revalorisation des "marchés internes" des entreprises : il s'agit plutôt de leur pénétration par un "marché externe" fait d'appariements plus individualisés entre employeurs et demandeurs d'emploi, sans référence ferme à des normes collectives. Au cours des années 1990, la fréquence accrue des bas salaires en France est passée par la diffusion de formes d'emploi atypiques, mais aussi par le

comportement d'embauche et la gestion salariale des entreprises : cette fréquence s'accroît significativement dans les embauches de nouveaux salariés à temps complet, qualifiés et non qualifiés, tandis que la mobilité salariale interne aux entreprises s'est structurellement réduite. Le salaire d'entrée dans l'entreprise renvoie moins à la carrière salariale anticipée en son sein mais davantage aux contraintes exercées par la file d'attente sur le marché du travail, dans une situation de chômage massif et persistant.

L'installation dans une telle situation joue un rôle majeur pour expliquer le ralentissement structurel des gains de pouvoir d'achat salarial et leur déconnexion par rapport aux gains de productivité. Les politiques de désinflation compétitive sont passées par la désindexation des salaires relativement aux prix, puis ont vu leurs effets immédiats consolidés par le chômage, supposé transitoire, qu'elles impliquaient. Jusqu'à présent, la compétition par les coûts entre les pays européens qui ont mené de telles politiques en vue de l'union monétaire n'a pas permis de rompre avec la déflation salariale rampante qui participe à la croissance molle et versatile de la zone euro. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, l'objectif de promotion de la qualité de l'emploi, dont une "rémunération raisonnable" fait partie, a été avancé à l'échelle européenne. Mais l'organisation des compétences et des agendas communautaires ne conduit pas les acteurs sociaux à mettre sur pied un dispositif de négociation qui articule les dimensions de la productivité, de la qualité de l'emploi et de la rémunération. Les limites de l'action publique redoublent à cet égard les difficultés propres de ces acteurs à véritablement expérimenter une coordination effective.

La question du salaire minimum illustre ces limites. En France, le SMIC joue le rôle de dernier rempart des normes salariales, bien que la segmentation des normes d'emploi favorise son contournement et érode les incitations qu'il exerce en faveur de l'adaptation des grilles salariales. Les normes de salaire minimum sont présentes, sous des modalités variées, dans la plupart des pays européens. Mais les évolutions comparées de ces salaires minima ne témoignent guère d'une convergence européenne. Le regain d'intérêt pour l'opportunité d'une norme de salaire minimum est manifeste mais cette norme, existante ou envisagée, reste d'abord insérée dans les pratiques nationales.

Si les différences de performance productive comptent parmi les facteurs expliquant la différenciation des gains salariaux entre pays européens, la rupture de la relation "fordiste" entre gains de productivité et gains salariaux est un trait stylisé largement commun à ces pays depuis une vingtaine d'années. Le chômage joue pour expliquer la transition à un régime où le salaire réel évolue à un rythme médiocre et inerte, assez déconnecté des gains de productivité. Mais, dans ce nouveau régime, le chômage, lorsqu'il persiste à un niveau élevé, perd aussi de son rôle de modulation conjoncturelle des gains salariaux. Il reste difficile de caractériser complètement ce nouveau régime salarial. La compétitivité ne prend pas clairement le relais de la productivité comme déterminant principal de la progression des salaires réels. La différenciation entre secteurs exposés à la concurrence internationale et secteurs plus abrités ne met pas en évidence ce rôle direct de la compétitivité. La formation des salaires continue à relever d'un conflit de répartition géré dans le cadre national, dont la compétitivité est un paramètre, sans qu'elle s'impose comme un principe de convergence des systèmes salariaux nationaux. Ceux-ci restent caractérisés par des degrés variables de "solidarité salariale" entre les secteurs d'activité, en fonction notamment des comportements de prix des secteurs à forts gains de productivité.

Le régime salarial issu de la dissolution du régime fordiste est encore largement indéterminé. Cette indétermination n'est pas exclusive de l'émergence, encore mal observée, d'activités économiques et de groupes professionnels qui se dotent de modes de coordination capables de peser sur le marchandage salarial.

ACTUALITE INTERNATIONALE DES PROBLEMES DU TRAVAIL

1. Le Séminaire international sur le syndicalisme et les relations professionnelles

Udo REHFELDT

Créé en octobre 1990, ce séminaire réunit des chercheurs de l'IRES, des représentants des six organisations syndicales françaises et des experts extérieurs. Le séminaire se réunit généralement une fois par mois en essayant d'alterner une approche thématique « transversale » (traitant plusieurs pays de façon comparative) et une approche par pays.

Programme en 2005 :

Janvier 2005 : Christian Dufour et Adelheid Hege « *Les relations et normes sociales dans les PME (comparaison France-Allemagne-Suède)* », discutant : Benoît Lepley (GIP MIS).

Février 2005 : Anne Dufresne (OSE/ULB/ParisX) « *La négociation collective européenne au niveau sectoriel* », discutante : Janine Goetschy (CNRS/ULB Bruxelles).

Mars 2005 : Tommaso Pardi (EHESS/CSU-IRESCO) « *Les relations professionnelles dans une implantation automobile japonaise : le cas Toyota en Grande-Bretagne* », discutant : Christian Dufour.

Mai 2005 : Roland Erne (University College Dublin) « *Les comités d'entreprise européens face aux fusions transfrontalières : les cas ABB-Alstom et Alcan-Péchiney-Algroup* », discutant : Udo Rehfeldt.

Le besoin d'un second souffle du séminaire avait été reconnu dans le cadre de la préparation du programme à moyen terme. Aussi, des démarches sont en cours pour "européaniser" la formule du séminaire, notamment en direction des instituts de recherche européens homologues de l'IRES. L'objectif serait la construction d'un réseau européen d'experts en relations professionnelles. Un contact a été pris avec l'Institut syndical européen pour explorer la possibilité d'organiser, dans un premier temps, un séminaire commun.

2. La Chronique internationale de l'IRES

Adelheid HEGE

La *Chronique internationale* a poursuivi sa parution régulière en 2005. L'ensemble des chercheurs de l'IRES a vocation à participer à la mise en œuvre de la *Chronique* qui, dans un rythme de publication bimestriel, analyse les évolutions sociales et les débats sociaux majeurs dans les pays étrangers. La publication reste centrée sur les pays à l'économie développée ; les efforts de solliciter des collaborations dans les pays non couverts par l'expertise interne à l'IRES se poursuivent. En 2005, les sommaires se sont enrichis d'articles volontairement brefs : il s'agit de faire cohabiter les décryptages approfondis avec des papiers saisissant sur le vif l'actualité étrangère (voir *infra* la liste des articles publiés en 2005).

En 2005 comme en 2004 le numéro spécial annuel a été publié en fin d'année (novembre) ; cette date de parution sera maintenue pour les numéros spéciaux à venir. La publication fin 2004 du numéro spécial sur les réformes des systèmes de santé et d'assurance maladie a servi de support à la première édition des Entretiens de l'IRES, en février 2005, au Conseil Economique et Social (une centaine de participants).

Le numéro spécial de 2005 a été consacré au thème de la précarisation de l'emploi (*Précarisation de l'emploi et représentation syndicale*, n° 97). Il sera l'objet d'une valorisation analogue lors des Entretiens de mars 2006. Il s'agissait de savoir comment les normes de sécurisation de l'emploi évoluent dans un panel de pays développés – Pays-Bas, Danemark, Suède, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Japon – et comment la précarisation de l'emploi affecte les capacités représentatives et normatives des organisations syndicales. Des études nationales ont été complétées par des analyses transversales ; celles-ci mettent en lumière la diversité des approches de la précarité entre les pays en même temps que les difficultés des syndicalismes à composer avec l'érosion des garanties d'emploi et à jouer, à l'égard des groupes de salariés précarisés, le rôle d'intégration sociale qui a contribué historiquement à consolider leur statut sociétal.

Articles publiés dans la Chronique internationale de l'IRES en 2005

Allemagne

Hege Adelheid, « Le retour improbable à la normalité de la négociation collective, ou les dilemmes du mouvement syndical », n° 92, janvier, pp. 20-30.

Hege Adelheid, « Après les élections : quels acteurs pour quel Etat social ? », n° 96, septembre, pp. 35-45.

Hege Adelheid, « Les salarié(e)s précaires, l'emploi normal et la représentation syndicale », n° 97, novembre, pp. 68-83.

Veil Mechthild, « Les lois Hartz, plus qu'une réforme du marché du travail ? », n° 92, janvier, pp. 5-19.

Veil Mechthild, « Les nouveaux habits de la retraite d'entreprise », n° 94, mai, pp. 43-56.

Rehfeldt Udo, « Controverses sur l'avenir du système de la codétermination », n° 92, janvier, pp. 31-40.

Autriche

Dufour Christian, « Le chômage en forte progression », n° 96, septembre, pp.46-48.

Canada

Rioux Claude, « Loi sur la modernisation de la fonction publique fédérale », n° 95, juillet, pp.17-25.

Danemark

Meilland Christèle, « Flexibilité sans précarité ? », n° 97, novembre, pp.48-59.

Espagne

Vincent Catherine, « Bilan social d'une année de gouvernement socialiste », n° 94, mai, pp. 17-25.

Vincent Catherine, « De la dérégulation à la recherche d'un équilibre entre flexibilité et sécurité », n° 97, novembre, pp. 97-108.

Etats-Unis

Fondeur Yannick, « Comment définir et analyser la « précarité de l'emploi » dans le contexte américain ? », n° 97, pp. 121-129.

Sauviat Catherine, « Le 'New Deal' de G.W. Bush : jouer la sécurité sociale en Bourse », n° 94, mai, pp. 33-42.

Sauviat Catherine, « Restructuration et mise en cause des régimes complémentaires de retraite : le cas de United Airlines », n° 95, juillet, pp. 3-16.

Sauviat Catherine, « Syndicalisme américain : un cinquantième anniversaire de crise », n° 96, septembre, pp. 49-64.

Viprey Mouna, « La politique d'affirmative action », n° 93, mars, pp. 30-38.

Europe

Fayolle Jacky, « Après l'élargissement », n° 93, mars, pp. 39-55.

Math Antoine, « Immigration économique de travailleurs : les réponses des acteurs sociaux au Livre vert de la Commission », n° 96, septembre, pp. 3-19.

Pochet Philippe, « Le dialogue social sectoriel, une analyse quantitative », n° 96, septembre, pp. 20-34.

Irlande

Ughetto Pascal, « *Sustaining Progress*, suite et fin », n° 92, janvier, pp. 41-45.

Ughetto Pascal, « Les fonctionnaires à l'heure du management de la performance », n° 93, mars, pp. 14-24.

Ughetto Pascal, « Gouvernement : on déménage ! », n° 93, mars, pp. 25-29.

Ughetto Pascal, « L'adaptation de la politique d'immigration se poursuit », n° 95, juillet, pp. 51-56.

Ughetto Pascal, « L'irrésistible chute d'An Post », n° 96, septembre, pp. 73-81.

Italie

Pignoni Maria Teresa, « Le travail atypique entre autonomie et subordination, nouvel enjeu de la représentation syndicale », n° 97, novembre, pp. 84-96.

Rehfeldt Udo, « Accord salarial dans la fonction publique », n° 95, juillet, pp. 26-29.

Japon

Thomann Bernard, « Les emplois non réguliers et les mécanismes de la régulation sociale », n° 97, novembre, pp. 130-142.

Pays-Bas

Wierink Marie, « Modèle polder : sortie de crise ou fuite en avant ? », n° 92, janvier, pp. 46-56.

Wierink Marie, « Négociations laborieuses après l'accord de novembre 2004 », n° 95, juillet, pp. 30-41.

Wierink Marie, « Pourquoi on ne parle pas (encore) de précarité », n° 97, novembre, pp. 33-47.

Portugal

Pernot Jean-Marie, « Vers la stratégie de Lisbonne ? », n° 94, mai, pp. 26-32.

Royaume-Uni

Dufour Christian, « Echéance électorale et relations Labour-syndicats », n° 93, mars, pp. 5-13.

Dufour Christian, « Lendemain de victoire électorale : déjà amers ? », n° 94, mai, pp. 12-16.

Dufour Christian, « Grève à Heathrow, un symbole, mais de quoi ? », n° 96, septembre, pp. 65-72.

Join-Lambert Odile, « L'expérience britannique de lutte contre la pauvreté des enfants », n° 95, juillet, pp. 42-50.

Lefresne Florence, « La faillite de MG Rover », n° 94, mai, pp. 5-11.

Lefresne Florence, « Bad Jobs : état des lieux et enjeux du syndicalisme », n° 97, novembre, pp. 109-120.

Suède

Jolivet Annie, « Des emplois atypiques plus nombreux mais une précarité fortement encadrée », n° 97, novembre, pp. 60-67.

Articles comparatifs et de synthèse

Dufour Christian et Adelheid Hege, « Emplois précaires, emploi normal et syndicalisme », n° 97, novembre, pp. 5-22.

Tuchszirer Carole, « Les différentes approches de la précarité en Europe, au Japon et aux Etats-Unis », n° 97, novembre, pp. 23-32.

3. Les relations avec la Fondation européenne de Dublin pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Benoit ROBIN, Annie JOLIVET

Le contrat triennal qui établissait l'IRES comme centre national correspondant de la Fondation pour l'Observatoire Européen des Relations Industrielles s'achève début 2006. L'IRES a candidaté, à la mi-2005, à l'appel d'offres pour le renouvellement des centres nationaux sur une période de quatre ans. Le contenu de l'appel d'offres a été substantiellement modifié par rapport aux précédents. Il a conduit l'IRES à envisager deux *consortia*, d'une part avec l'ANACT pour le suivi de l'actualité économique et sociale française, d'autre part avec le CIREM (Barcelone) pour la coordination des études comparatives de la Fondation. La reconduction de l'IRES comme centre national correspondant, quasiment acquise, exigera une profonde réorganisation du travail conséquent en raison des synergies recherchées par la Fondation entre les trois observatoires des relations industrielles, des restructurations et des conditions de travail.

Les activités réalisées par l'IRES pour l'Observatoire dans le cadre du suivi des relations professionnelles en France ont fait l'objet d'une évaluation en 2005 par la Fondation, laquelle a relevé les améliorations dans les travaux menés par l'Institut. Cette évaluation confirme l'appréciation positive manifestée par les membres du Comité de Suivi lors des trois réunions annuelles réunissant les organisations syndicales membres de l'IRES et les principales organisations d'employeurs des secteurs privé et public, ainsi que des représentants du Ministère du Travail et des Affaires Sociales.

Les changements apportés aux méthodes de travail – un calendrier sécurisé pour la relecture avec les auteurs après la traduction ainsi que la mise en forme par Monique Jacquin – et concertés avec les chercheurs au sein d'un groupe de travail *ad hoc* (Annie Jolivet, Yves Lochard, Carole Tuchszirer, Udo Rehfeldt) – n'y sont probablement pas étrangers.

L'expérience de l'IRES, dans le cadre de cette relation contractuelle avec la Fondation de Dublin, participe à la valorisation des compétences accumulées par l'Institut dans le champ des relations professionnelles. Le fait que l'IRES soit centre national correspondant est aussi une ressource permettant l'échange d'informations et de connaissances avec d'autres centres, en vue du développement d'études comparatives.

Sur les douze mois de l'année 2005, l'encadré qui suit recense les sujets traités par l'IRES, également signalés depuis le site web (<http://www.ires-fr.org/files/eiro/pageiro.htm>).

Les acteurs des relations professionnelles

Lors de son Assemblée Générale, le MEDEF dresse un bilan plutôt positif de ses activités.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0502 103N
Les employeurs de l'économie sociale s'organisent ; le CEGES a un nouveau Président.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0503 101N
Congrès de l'UNSA.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0504 102N
Prises de position sur le traité constitutionnel européen.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0505 103N
Recomposition syndicale dans le secteur banque et assurance.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0507 102N
La loi de mai 2004 sur le dialogue social : un an après.	<i>Solveig GRIMAUULT</i>	FR	0507 104F
Le patronat français élit une présidente à la tête du MEDEF.	<i>Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0508 102N

Déclarations, projets et annonces de dispositions légales

Les projets gouvernementaux du contrat France 2005.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0501 101N
France : Le plan santé au travail 2005-2009.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0504 107F
Un plan gouvernemental de développement des services à la personne.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0505 107F
Transposition des directives sur les activités postales.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0506103N
Le plan d'urgence pour l'emploi du nouveau gouvernement.	<i>Florence LEFRESNE</i>	FR	0507 103F
Le gouvernement labellise 67 pôles de compétitivité.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0508 106F
Privatisation partielle de Gaz de France.	<i>Udo REHFELDT</i>	FR	0509 104F
Privatisation et décentralisation du réseau routier français.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0509 105F
De nouvelles mesures annoncées lors de la conférence de la famille 2005.	<i>Antoine MATH</i>	FR	0511 103F
Encadrement des restructurations : nouveau dispositif interministériel et avis du CES.	<i>Marie RAVEYRE</i>	FR	0512 103F

Rapports

Politique industrielle : deux rapports soulignent son importance dans le contexte actuel de mondialisation.	<i>Jacky FAYOLLE</i>	FR	0502 106F
Le rapport Cahuc-Kramarz propose une profonde réforme du marché du travail Cahuc-Kramarz \ Report Advocates Major Shake-up of Labour Market.	<i>Michel HUSSON</i>	FR	0502 108F
Les acteurs sociaux français face à la proposition de directive sur les services.	<i>Antoine MATH</i>	FR	0503 105F
Plusieurs rapports analysent l'impact des délocalisations sur l'emploi.	<i>Michel HUSSON</i>	FR	0507 106F
Rapport du Comité de suivi et d'évaluation de la journée de solidarité.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0509 101N

Négociation collective

Résultats des élections aux comités d'entreprise 2002.	<i>Christian DUFOUR</i>	FR	0502110F
Ouverture des négociations interprofessionnelles sur le télétravail.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0506 102N
Elections aux Comités d'entreprise et nouvelles règles de représentation des salariés des PME.	<i>Christian DUFOUR</i>	FR	0510 103F
L'accord national interprofessionnel sur le télétravail.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0510 104F
Les partenaires sociaux signent un accord modifiant les cas de recours au travail temporaire.	<i>François MICHON</i>	FR	0511 101N
Accord national interprofessionnel du 13 octobre 2005 relatif à l'emploi des seniors.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0512 102F

Protection sociale

France : Retraite anticipée pour les pères fonctionnaires : un droit reconnu mais une exclusion de fait.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0502 102N
2004, une année record pour les recettes de cotisations sociales.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0503 104F
Une réforme contestée de l'assurance maladie.	<i>Pierre VOLOVITCH</i>	FR	0504 105F
Premier bilan de la réforme des retraites : les départs anticipés.	<i>Annie JOLIVET</i>	FR	0507 105F
Vive contestation des restrictions à l'accès aux soins pour les étrangers sans papiers.	<i>Antoine MATH</i>	FR	0510 101N
L'assurance maladie, un an après la réforme	<i>Pierre VOLOVITCH</i>	FR	0512 104F

Emploi, salaires et revenus

L'égalité professionnelle : un mirage ?	<i>Christèle MEILLAND</i>	FR	0504 106F
Les fonctionnaires obtiennent une hausse salariale supplémentaire.	<i>Catherine VINCENT</i>	FR	0505 101N
L'épargne salariale au secours de la consommation ?	<i>Catherine SAUVIAT</i>	FR	0505 105F
Un nouveau dispositif d'accompagnement des salariés licenciés économiques.	<i>Carole TUCHSZIRER</i>	FR	0505 106F
Modification de la législation sur les activités de placement sur le marché du travail.	<i>Yannick FONDEUR</i>	FR	0506105F
Transposition communautaire : adoption de mesures réglementant le recours aux contrats à durée déterminée dans la fonction publique.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0508 103N
La revalorisation du SMIC permet de retrouver un salaire minimum unique - Inquiétudes autour du SMIC.	<i>Pierre CONCIALDI</i>	FR	0508 104F
Débat sur les indicateurs d'inégalités.	<i>Yves LOCHARD</i>	FR	0508 105F

Temps de travail

Les centres d'appel vont pouvoir travailler le dimanche.	<i>Pascal UGHETTO</i>	FR	0502 104N
La réforme de la loi sur les 35 heures est engagée.	<i>Christèle MEILLAND</i>	FR	0502 109F
Fin des discussions sur l'ouverture dominicale des magasins ?	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0503 102N
Transposition de Directives : le temps de travail des routiers augmenté !	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0505 102N
La journée de solidarité, un nouveau 1 ^{er} mai syndical ?	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0505 108F
Rapport du Comité de suivi et d'évaluation de la journée de solidarité	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0509 101N

Grèves, conflits & mobilisations syndicales

Grèves des fonctionnaires : un succès.	<i>Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0501 102F
Un accord de dernière minute lève la menace de grève dans les casinos la nuit du 31 Décembre.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0501 103F
SNCF, première grève après l'accord de prévention des conflits.	<i>Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0502 101N
La Poste se réorganise pour faire face à la concurrence.	<i>Pascal UGHETTO</i>	FR	0502 107F
Mobilisation syndicale interprofessionnelle le 10 mars 2005 : la pression sociale s'amplifie sur le pouvoir d'achat, les 35 heures et l'emploi.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0504 101N
Education nationale : malgré les mobilisations, adoption de la nouvelle loi.	<i>Dominique GUIBERT</i>	FR	0504 108F
Grèves dans la grande distribution.	<i>Pascal UGHETTO</i>	FR	0506101N
Quatrième grève de l'année à la SNCF.	<i>Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0507 101N
Avenir incertain pour les salariés de la Samaritaine.	<i>Carole TUCHSZIRER</i>	FR	0508 101N
Contestations du plan de suppression d'emplois à Hewlett Packard.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0510 102N
Nouvelle manifestation le 4 octobre 2005 des syndicats sur l'emploi et le pouvoir d'achat.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0511 102F

Les contributions IRES aux études comparatives

Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur le rapport annuel 2004 des relations professionnelles.	<i>Christian DUFOUR</i>	FR	0501 104F
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les indicateurs (salaires, temps de travail, conflits du travail).	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0501 105U
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les travailleurs "faiblement qualifiés".	<i>Yannick FONDEUR Catherine VINCENT</i>	FR	0502 105T
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur le salaire minimum.	<i>Pierre CONCIALDI</i>	FR	0504 103S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les relations professionnelles dans le rail.	<i>Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0504 104T
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les relations professionnelles dans le secteur aérien.	<i>Solveig GRIMAUULT</i>	FR	0505 104S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les relations professionnelles dans l'agriculture.	<i>Benoît ROBIN</i>	FR	0506 104S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les agences de travail temporaire.	<i>François MICHON</i>	FR	0506 106T
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les relations professionnelles et les délocalisations.	<i>Michel HUSSON</i>	FR	0508 107S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les conflits collectifs.	<i>Catherine VINCENT Jean-Marie PERNOT</i>	FR	0508 108T
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les caisses de Sécurité Sociale et le rôle des partenaires sociaux.	<i>Pierre VOLOVITCH Carole TUCHSZIRER</i>	FR	0509 103S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans les PME.	<i>Christian DUFOUR</i>	FR	0511 104S
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les jeunes.	<i>Florence LEFRESNE</i>	FR	0512 101T

CENTRE DE DOCUMENTATION

Benoît ROBIN, Dominique GUIBERT, Ginette AUFFRAY, Sandrine LARROCHE

L'activité du Centre de Documentation de l'année 2005 a été importante pour plusieurs motifs. La présentation des travaux menés par l'équipe du Centre de Documentation de l'IRES (Benoît ROBIN, Dominique GUIBERT, Ginette AUFFRAY – partie en retraite en septembre 2005 – et de Sandrine LARROCHE – intégrée à l'équipe depuis septembre 2005) est centrée sur les points les plus caractéristiques de ce pôle d'activité de l'Institut, qui en constitue un "poumon", depuis l'origine. Les orientations du Programme scientifique à moyen terme confirment ce rôle du centre documentaire.

1. Les travaux internes

Les réflexions menées par l'équipe documentaire en vue de recourir davantage aux ressources électroniques ont fait l'objet d'une discussion ouverte lors d'une réunion entre les membres de l'équipe et les utilisateurs que sont les chercheurs de l'IRES. Cet échange du 20 Septembre 2005 a été l'occasion de "confronter" les différentes perceptions afin :

- d'examiner l'état des collections possédés à l'IRES car certains abonnements-papier peuvent ne présenter qu'un intérêt limité eu égard, entre autres, au prix de l'abonnement
- de recenser les besoins en matière de ressources documentaires et/ou électroniques.

Le fonds documentaire possédé par l'IRES héberge en Décembre 2005 plus de 55.000 notices bibliographiques couvrant l'ensemble des champs de travaux de l'Institut.

Les supports référencés par l'Equipe Documentaire de l'IRES
(Photographie au 12/12/ 2005 & disponibles sur sa base de donnée BCDI)

	Cédérom	Périodiques	Ouvrages	Notices Bibliographiques	Documents prêtables
Nombre :	115	28.822	12.854	55.208	41.791

La richesse de ce fonds documentaire est conséquente, compte tenu de la taille et des moyens limités de l'équipe documentaire. Elle mérite une attention soutenue afin d'assurer sa pérennisation pour que les chercheurs de l'IRES comme les autres usagers (syndicalistes, chercheurs d'autres équipes, étudiants des derniers cycles universitaires) continuent à y recourir activement.

Afin de donner un aperçu de l'intérêt porté au Centre de Documentation de l'IRES, il convient de signaler qu'en plus des réponses aux appels téléphoniques et des accueils physiques, sur les douze derniers mois (novembre 2004 à novembre 2005), plus de 200 informations inhérentes à des questions documentaires depuis l'adresse électronique de l'IRES (info@ires-fr.org) ont été traitées et ont bénéficié d'une réponse sous les 48 heures.

Le souci permanent de faciliter l'accès et la recherche à l'information pertinente a contribué à guider l'activité de l'Equipe Documentaire qui a pris en conséquence d'autres initiatives. C'est ainsi qu'en 2005 :

- une "braderie" des documents que l'Institut dispose en surplus a été réalisée en janvier 2005, après un inventaire des publications, au profit des chercheurs ainsi que des centres de documentation et bibliothèques avec lesquels l'Institut a été amené à nouer des contacts et des liens ;

- une enquête de satisfaction a été menée auprès des destinataires du *Bulletin des Nouveautés* de l'IRES qui constitue sa publication hebdomadaire des références bibliographiques enregistrées sur la base de données de l'Institut, afin d'examiner les évolutions susceptibles d'y être apportées.

- une information a été dispensée, en direction des chercheurs de l'Institut, sur les ressources électroniques et en particulier sur l'agrégateur de Presse électronique (Factiva) dont l'IRES dispose désormais, via un accès mutualisé dans le cadre du Polytechnicum de Marne-la-vallée. Cet accès permet d'augmenter substantiellement le nombre de publications étrangères susceptibles d'être consultées.

- A l'automne 2006, une fiche de présentation a été diffusée concernant la nouvelle série documentaire "F" des ressources accessibles en version électronique, consultables depuis les postes de l'IRES.

En 2006, l'équipe documentaire va poursuivre son soutien documentaire individualisé et collectif, en menant des investigations et des expérimentations sur la veille et l'archivage électroniques. L'objectif est notamment de faciliter la constitution et la consultation des dossiers thématiques "pays" dans le cadre de l'élaboration, par les chercheurs, de leurs articles pour *La Chronique Internationale* et pour l'Observatoire européen des relations professionnelles.

L'équipe documentaire réalisera en 2006 une nouvelle version du *guide de recherche documentaire à l'IRES*, en intégrant différentes approches en fonction des profils variés des utilisateurs, dont ceux susceptibles d'être intéressés par une mise en ligne de l'ensemble du fonds documentaire sur le site web de l'IRES

2. Les travaux externes

Bien que la distinction entre les travaux internes et externes ne soit pas toujours aisée, il convient de préciser certaines initiatives externes spécifiques, qui interfèrent avec l'activité d'édition et de communication de l'Institut.

En 2005 comme durant l'année 2006, l'Institut va chercher à s'impliquer davantage, en fonction bien sûr de ses moyens, dans différents projets collectifs auquel il est associé depuis plusieurs années.

Dans le cadre du réseau documentaire dénommé *Polydoc*, au sein du *Polytechnicum* de Marne-la-Vallée (www.polytechnicum.org), l'IRES a milité pour mettre l'accent sur l'importance des Sciences Sociales et promouvoir la mutualisation des ressources documentaires, en particulier par la voie électronique. Des avancées ont été réalisées, mais d'autres développements sont envisageables. Ils permettraient d'augmenter sensiblement l'attrait du fonds documentaire de l'IRES en développant les complémentarités avec les centres documentaires d'institutions proches ou partenaires.

Dans le cadre du Collectif des Centres de Documentation en Histoire Ouvrière et Sociale (CODHOS : www.codhos.asso.fr), en liaison avec le mouvement syndical et avec le concours du Centre d'Histoire Sociale du XX^{ème} siècle (Paris I/CNRS) et des Archives Nationales, des travaux conséquents sont menées afin de constituer et de préserver la mémoire collective du mouvement ouvrier. L'Institut devrait accueillir pour la première fois l'Assemblée générale annuelle du CODHOS à la fin du 1^{er} semestre 2006.

ANNEXE
Conventions de recherche achevées ou en cours en 2005

Intitulé	Responsables scientifiques	Tiers contractant	début	fin
Changements du marché du travail	P. Concialdi, S. Grimault, A. Math	CISS	2002	2005
Non recours aux prestations sociales	A.Math	CERAT	2003	2005
Resyndicalisation des comités d'entreprise	C. Dufour, A. Hege	DARES	2003	2005
Syndicalisme et fonction publique	U. Rehfeldt, C. Vincent	CGP	2003	2005
Négociations et dynamiques salariales comparées	C. Dufour, J. Fayolle, A. Hege, M. Husson, U. Rehfeldt	CGP	2003	2005
Réactivité sociale au MINEFI	S. Grimault, J.M. Pernot, P. Ughetto	MINEFI	2003	2005
Discriminations raciales sur le marché du travail	Y. Lochard, C. Meilland, M. Viprey	DARES	2004	2006
Centenaire ministère du Travail	O. Join-Lambert	DARES	2004	2007
Délégués syndicaux	C. Dufour, A. Hege	DARES	2004	2005
Internet et le recrutement	Y. Fondeur, C. Tuchsirer	ANPE	2004	2005
Cellules de reclassement	C. Tuchsirer, avec Syndex	Ministère du Travail	2004	2005
Fonds de pension	C. Sauviat	Institut Syndical Européen	2003	2005
Gestion des âges	A. Jolivet	CESTP-ARACT	2003	2005
Etudes comparatives sur l'assurance maladie	P. Volovitch	Ministère Affaires Sociales.	2004	2005
Managing VET systems	C. Vincent	Programme Leonardo Da Vinci	2004	2006
Etudiants étrangers changeant de statut	A. Math, M. Viprey	Direction de la population et des migrations	2004	2006
Séminaire restructurations	M. Raveyre	ACI ministère de la Recherche	2004	2006
Etudes sur les relations industrielles	B. Robin, A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2005	2006
Emploi et travailleurs âgés	A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2005	2006
Syndicalisme et flexibilité	C. Dufour, A. Hege, J.M. Pernot	DARES	2005	2007
Politiques économiques et politiques d'emploi en Europe	J. Fayolle, A. Jolivet, M. Husson, F. Lefresne	Programme SALTSA (Suède)	2005	2006
Gouvernance de la protection sociale	P.Volovitch, C.Vincent	DREES	2005	2006
Anticipation et accompagnement des restructurations	F. Lefresne, C. Sauviat	DARES	2005	2007